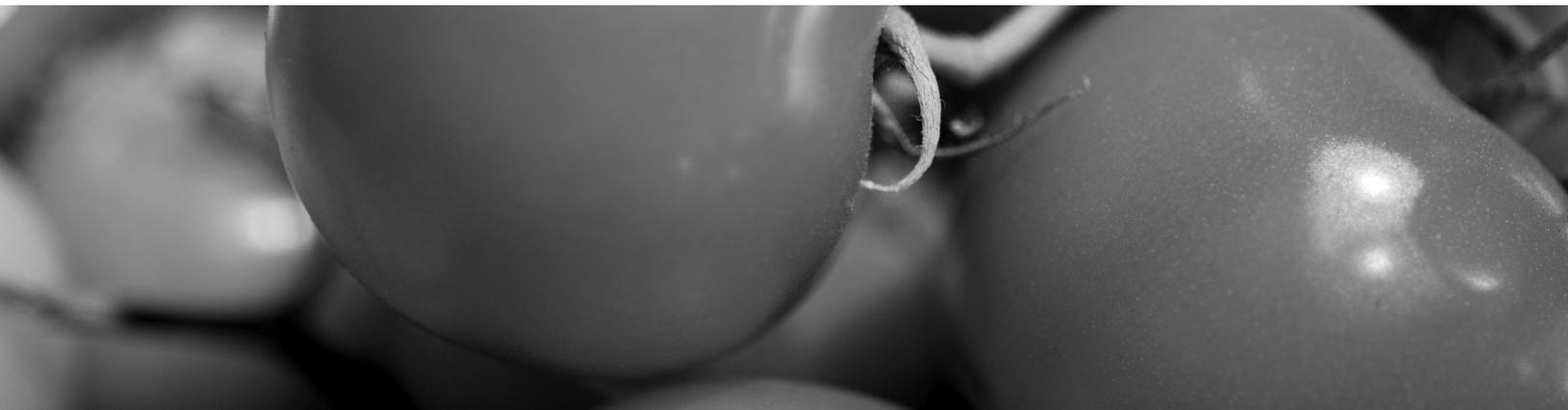




T1 RAPPORT DU PREMIER TRIMESTRE
12 semaines terminées le 24 mars 2012

Loblaw
LES COMPAGNIES LOBLAW LIMITÉE



Rapport du premier trimestre de 2012 aux actionnaires

Résumé du premier trimestre de 2012	1
Énoncés prospectifs	5
Rapport de gestion	7
Résultats financiers	22
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	28
Annexe aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités portant sur le ratio de couverture par le bénéfice	40
Sommaire financier	41

Résumé du premier trimestre de 2012¹⁾

- Bénéfice net de base par action ordinaire de 0,45 \$, en baisse de 22,4 % par rapport au premier trimestre de 2011.
- Marge du BAIIA²⁾ de 5,9 %, comparativement à 6,6 % au premier trimestre de 2011.
- Produits de 6 937 millions de dollars, en hausse de 0,9 % par rapport au premier trimestre de 2011.
- Chiffre d'affaires du secteur Vente au détail en hausse de 0,8 % et chiffre d'affaires des magasins comparables en baisse de 0,7 % en raison d'une journée d'activité en moins comparativement au premier trimestre de 2011.

« Au premier trimestre, nous avons continué à mettre notre plan en œuvre » a déclaré Galen G. Weston, président du Conseil de Les Compagnies Loblaw limitée. « Malgré le recul du bénéfice d'un exercice sur l'autre, l'état des magasins s'est amélioré, nous avons accompli des progrès constants au chapitre du déploiement de nos TI et nous avons adopté une démarche rigoureuse en vue d'améliorer notre offre de produits et de services à la clientèle. Nos perspectives pour 2012 demeurent inchangées : nous prévoyons toujours que le bénéfice net pour l'exercice complet affichera une baisse et que celle-ci sera davantage marquée lors de la première moitié de l'exercice. Nous sommes convaincus que nos investissements continus dans nos infrastructures favoriseront les efficacités et l'optimisation des avantages découlant des charges engagées, pavant la voie à une croissance future du bénéfice. »

Résultats opérationnels trimestriels consolidés

Pour les périodes closes le 24 mars 2012 et le 26 mars 2011 (non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2012 (12 semaines)	2011 (12 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)
Produits	6 937 \$	6 872 \$	65 \$	0,9 %
Résultat opérationnel	239	303	(64)	(21,1 %)
Bénéfice net	126	162	(36)	(22,2 %)
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars)	0,45	0,58	(0,13)	(22,4 %)
Marge opérationnelle	3,4 %	4,4 %		
BAIIA ²⁾	409 \$	455 \$	(46) \$	(10,1 %)
Marge du BAIIA ²⁾	5,9 %	6,6 %		

- L'augmentation de 65 millions de dollars des produits par rapport à ceux du premier trimestre de 2011 est essentiellement attribuable aux hausses enregistrées dans les secteurs opérationnels Vente au détail et Services financiers de la société, tel qu'il est décrit ci-après.
- Comme nous l'avons déclaré précédemment, pour l'exercice 2012 en entier, la société s'attend à effectuer des investissements marginaux de 40 millions de dollars dans son offre de produits et de services à la clientèle, qu'elle ne prévoit pas que ses activités combleront. Au cours du premier trimestre de 2012, la société a procédé à des investissements d'environ 10 millions de dollars tirés entièrement de sa marge brute qu'elle a affectés à son offre de produits et de services à la clientèle.
- Le résultat opérationnel a diminué de 64 millions de dollars comparativement au premier trimestre de 2011, ce qui s'explique par la diminution de 60 millions de dollars du résultat opérationnel du secteur Vente au détail et la diminution de 4 millions de dollars du résultat opérationnel du secteur Services financiers. La marge opérationnelle s'est établie à 3,4 % au premier trimestre de 2012, comparativement à 4,4 % au trimestre correspondant de 2011. La diminution de 60 millions de dollars du résultat opérationnel du secteur Vente au détail s'explique essentiellement par le déclin de la marge brute, les éléments significatifs décrits ci-après et les variations de la valeur des placements de la société dans ses magasins franchisés.

1) Le présent rapport renferme des énoncés prospectifs. Voir les énoncés prospectifs à la page 5 du présent rapport pour une analyse des principaux facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des conclusions, prévisions et projections formulées dans les présentes et pour connaître les principales hypothèses posées lors de l'établissement de ces énoncés. Ce rapport doit être lu en parallèle avec les documents que Les Compagnies Loblaw limitée dépose, à l'occasion, auprès des autorités en valeurs mobilières et qui peuvent être consultés au sedar.com et au loblaw.ca.

2) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 19 du présent rapport.

- Le résultat opérationnel consolidé comprend les éléments significatifs suivants :
 - une charge de 12 millions de dollars (produits de 7 millions de dollars en 2011) attribuable à l'incidence de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des contrats à livrer sur actions;
 - une charge de 15 millions de dollars (néant en 2011) liée à la conversion de certains magasins conventionnels de l'Ontario en un modèle d'exploitation moins coûteux et plus efficace, conformément aux modalités des conventions collectives ratifiées au troisième trimestre de 2010;
 - une réduction de 5 millions de dollars des coûts liés aux investissements dans les technologies de l'information (les « TI ») et la chaîne d'approvisionnement, y compris les charges suivantes :
 - 71 millions de dollars (61 millions de dollars en 2011) liés aux TI;
 - 46 millions de dollars (36 millions de dollars en 2011) liés aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles;
 - 3 millions de dollars (21 millions de dollars en 2011) liés à des changements apportés au réseau de distribution;
 - 3 millions de dollars (10 millions de dollars en 2011) au titre des autres projets liés à la chaîne d'approvisionnement;
 - une charge de néant (8 millions de dollars en 2011) liée à un remaniement interne du secteur Vente au détail en fonction d'une structure axée sur deux divisions, à savoir Conventionnel et Escompte.
- La diminution du bénéfice net de 36 millions de dollars par rapport à celui du premier trimestre de 2011 est principalement attribuable à la baisse du résultat opérationnel, partiellement contrebalancée par une réduction du taux d'impôt effectif de la société.
- Le bénéfice net de base par action ordinaire a subi l'incidence des éléments suivants :
 - une charge de 0,04 \$ (produits de 0,01 \$ en 2011) attribuable à l'incidence de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des contrats à livrer sur actions;
 - une charge de 0,04 \$ (néant en 2011) liée à la conversion de certains magasins conventionnels de l'Ontario, conformément aux modalités des conventions collectives ratifiées en 2010;
 - une réduction de 0,01 \$ des coûts liés aux investissements marginaux dans les TI et la chaîne d'approvisionnement;
 - une charge de néant (0,02 \$ en 2011) liée au remaniement du secteur Vente au détail.
- Au premier trimestre de 2012, la société a affecté 134 millions de dollars aux dépenses d'investissement.

Les résultats consolidés trimestriels par secteur opérationnel à présenter sont les suivants :

Résultats opérationnels du secteur Vente au détail

Pour les périodes closes le 24 mars 2012 et le 26 mars 2011 (non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2012 (12 semaines)	2011 (12 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)
Chiffre d'affaires	6 808 \$	6 757 \$	51 \$	0,8 %
Marge brute	1 529	1 554	(25)	(1,6 %)
Résultat opérationnel	225	285	(60)	(21,1 %)
Diminution du chiffre d'affaires des magasins comparables	(0,7 %)	(0,1 %)		
Marge brute exprimée en pourcentage	22,5 %	23,0 %		
Marge opérationnelle	3,3 %	4,2 %		

- Les facteurs suivants expliquent l'augmentation de 51 millions de dollars, ou 0,8 %, du chiffre d'affaires du secteur Vente au détail entre le premier trimestre de 2012 et le trimestre correspondant de 2011 :
 - une journée d'activité en moins, qui a eu une incidence défavorable de l'ordre de 0,8 % à 1,0 % sur le chiffre d'affaires et le chiffre d'affaires des magasins comparables;
 - le chiffre d'affaires des magasins comparables a diminué de 0,7 % (0,1 % en 2011);
 - le chiffre d'affaires tiré des produits alimentaires n'a pas connu de croissance;
 - le chiffre d'affaires tiré des produits pharmaceutiques n'a pas connu de croissance;
 - la majoration du prix de détail de l'essence a généré une forte croissance du chiffre d'affaires des postes d'essence, qui a partiellement été contrebalancée par un repli négligeable du volume des ventes;

- le chiffre d'affaires tiré des articles de marchandise générale, à l'exclusion des vêtements, n'a pas connu de croissance;
 - les ventes de vêtements ont enregistré une forte croissance, en partie grâce à l'augmentation de la superficie en pieds carrés;
 - la société a enregistré une inflation interne moyenne trimestrielle modeste du prix des produits alimentaires aux premiers trimestres de 2012 et de 2011, inflation qui a été inférieure à l'inflation moyenne trimestrielle du prix des aliments de 3,7 % enregistrée au pays (2,5 % en 2011), calculée selon « l'indice des prix à la consommation pour des aliments achetés au magasin » (l'« IPC »). L'IPC ne traduit pas nécessairement l'incidence de l'inflation sur la composition spécifique de l'offre de produits vendus dans les magasins de Loblaw;
 - 25 magasins détenus par la société ou magasins franchisés ont ouvert leurs portes et cinq les ont fermées depuis le premier trimestre de 2011, soit une augmentation nette de 0,6 million de pieds carrés, ou 1,2 %.
- La marge brute a reculé de 25 millions de dollars au premier trimestre de 2012, comparativement à celle du premier trimestre de 2011 et la marge brute exprimée en pourcentage s'est chiffrée à 22,5 %, en baisse par rapport aux 23,0 % au premier trimestre de 2011. Ces diminutions sont principalement attribuables à la hausse des frais de transport et du coût des intrants, qui a été plus importante que l'inflation interne du prix de détail des produits alimentaires. Ces facteurs ont cependant été partiellement compensés par une plus grande efficacité au chapitre de la prévention des pertes. La hausse du coût des intrants qui n'a pas été entièrement transférée aux clients reflète un investissement marginal d'environ 10 millions de dollars dans l'offre de produits et de services à la clientèle de la société. La diminution de la marge brute exprimée en pourcentage découle également d'un plus grand volume de ventes à plus faible marge enregistré par les postes d'essence.
 - Le résultat opérationnel a diminué de 60 millions de dollars par rapport à celui du premier trimestre de 2011 et la marge opérationnelle du premier trimestre de 2012 s'est établie à 3,3 %, comparativement à celle de 4,2 % dégagée pour la période correspondante de 2011. En plus d'être attribuables aux éléments significatifs mentionnés plus haut à la rubrique « Résultats opérationnels trimestriels consolidés », le résultat opérationnel et la marge opérationnelle ont subi l'incidence négative du recul de la marge brute et des variations de la valeur des placements de la société dans ses magasins franchisés, partiellement contrebalancés par les améliorations enregistrées au chapitre des autres coûts opérationnels.

Résultats opérationnels du secteur Services financiers

Pour les périodes closes le 24 mars 2012 et le 26 mars 2011 (non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2012 (12 semaines)	2011 (12 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)
Produits	129 \$	115 \$	14 \$	12,2 %
Résultat opérationnel	14	18	(4)	(22,2 %)
Bénéfice avant impôt sur le résultat	4	5	(1)	(20,0 %)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)	Au 24 mars 2012	Au 26 mars 2011	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)
Montant net moyen des créances sur cartes de crédit	2 004 \$	1 942 \$	62 \$	3,2 %
Créances sur cartes de crédit	1 987	1 887	100	5,3 %
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	37	33	4	12,1 %
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	13,1 %	12,6 %		
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	4,5 %	4,6 %		

- La hausse de 12,2 % des produits du secteur Services financiers par rapport à ceux du premier trimestre de 2011 est principalement attribuable à l'augmentation de la valeur des opérations sur cartes de crédit et des soldes de créances et à la hausse des commissions d'interchange et des produits d'intérêts qui en a résulté. L'augmentation des produits de PC Télécom qui a découlé de l'inauguration des nouveaux kiosques Boutique Mobile en 2011 a également contribué à la hausse.

- Le résultat opérationnel a diminué de 4 millions de dollars au premier trimestre de 2012, comparativement au premier trimestre de 2011. Les augmentations des produits ont été contrebalancées par la hausse des coûts d'acquisition de la clientèle et des coûts opérationnels, qui s'est accélérée au cours de la deuxième moitié de 2011, ce qui reflète l'investissement continu de la société dans la croissance du secteur Services financiers. L'augmentation des coûts du programme de fidélisation points *PC* et les investissements liés à l'inauguration des kiosques Boutique Mobile ont également contribué à la diminution du résultat opérationnel.
- Le bénéfice avant impôt sur le résultat a reculé de 1 million de dollars au premier trimestre de 2012, comparativement au premier trimestre de 2011, en raison principalement de la diminution du résultat opérationnel, partiellement compensée par la baisse des charges d'intérêts nettes.

Perspectives¹⁾

- Pour l'exercice 2012, la société prévoit toujours que :
 - les dépenses d'investissement se chiffreront à environ 1,1 milliard de dollars, dont environ 40 % seront consacrées aux projets liés à l'infrastructure des TI et à la chaîne d'approvisionnement et environ 60 % seront affectées aux activités du secteur Vente au détail;
 - les coûts liés à la conversion de certains magasins conventionnels de l'Ontario, conformément aux modalités des conventions collectives ratifiées en 2010, varieront entre 30 millions de dollars et 40 millions de dollars;
 - les coûts marginaux liés aux investissements dans les TI et la chaîne d'approvisionnement s'établiront à environ 70 millions de dollars;
 - les investissements marginaux dans son offre de produits et de services à la clientèle s'établiront à environ 40 millions de dollars;
 - le bénéfice net par action enregistrera une baisse par rapport à celui de 2011 et que celle-ci sera davantage marquée lors de la première moitié de l'exercice puisque la société s'attend à ce que les activités ne combleront pas les coûts marginaux liés aux investissements dans les TI et la chaîne d'approvisionnement ainsi que dans son offre de produits et de services à la clientèle.

1) Voir les énoncés prospectifs à la page 5 du présent rapport.

Énoncés prospectifs

Le présent rapport trimestriel de Les Compagnies Loblaw limitée (« la société » ou « Loblaw ») renferme des énoncés prospectifs portant sur les objectifs, les plans, les buts, les aspirations, les stratégies, la situation financière, les résultats opérationnels, les flux de trésorerie, la performance, les perspectives et les occasions d'affaires de la société. Ces énoncés prospectifs se reconnaissent généralement à l'emploi de mots ou d'expressions comme « anticiper », « s'attendre à », « croire », « pouvoir », « estimer », « objectif », « avoir l'intention de », « prévoir », « chercher à », « faire », « devoir » et autres expressions semblables, conjugués au présent, au conditionnel ou au futur, lorsqu'ils se rapportent à la société et à sa direction. Dans le présent rapport trimestriel, les énoncés prospectifs comprennent les attentes suivantes que la société entretient toujours pour l'exercice 2012 :

- ses dépenses d'investissement se chiffreront à environ 1,1 milliard de dollars;
- les coûts liés à la conversion de certains magasins conventionnels de l'Ontario, conformément aux modalités des conventions collectives ratifiées en 2010 varieront entre 30 millions de dollars et 40 millions de dollars;
- les coûts marginaux liés aux investissements dans les TI et la chaîne d'approvisionnement s'établiront à environ 70 millions de dollars;
- les coûts marginaux liés à la bonification de son offre de produits et de services à la clientèle se chiffreront à environ 40 millions de dollars;
- le bénéfice net par action enregistrera une baisse d'un exercice à l'autre et celle-ci sera davantage marquée lors de la première moitié de l'exercice puisque la société s'attend à ce que les activités ne combrent pas les coûts marginaux liés aux investissements dans les TI et la chaîne d'approvisionnement ainsi que dans son offre de produits et de services à la clientèle.

Ces énoncés prospectifs ne constituent pas des faits historiques, mais reflètent plutôt les attentes actuelles de la société quant aux résultats et aux événements futurs. Ils traduisent également les hypothèses actuelles de la direction quant aux risques et aux incertitudes dont il est question plus loin et leur incidence respective sur la société. De plus, les attentes de la société quant à son bénéfice net en 2012 reposent en partie sur les hypothèses selon lesquelles les taux d'impôt seront semblables à ceux de 2011, la société réalisera son plan d'accroissement de la superficie nette de vente au détail en pieds carrés de 1 % et la société n'aura à faire face à aucun événement défavorable ou coût imprévu relativement aux investissements dans les TI ou la chaîne d'approvisionnement.

Ces énoncés prospectifs sont assujettis à divers risques et incertitudes en conséquence desquels les résultats ou les événements réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles, notamment :

- l'incapacité d'assurer la croissance de ses produits et de réaliser les économies et l'efficience opérationnelle prévues résultant des initiatives importantes de la société, notamment ses investissements dans les systèmes de TI, la mise en œuvre des systèmes de TI de la société, ou l'obtention de résultats imprévus associés à la mise en œuvre de ces initiatives;
- l'incapacité de l'infrastructure de TI de la société à soutenir les besoins de celle-ci;
- une intensification de la concurrence exercée par les concurrents actuels ou les nouveaux venus sur le marché;
- l'évolution de la conjoncture économique, notamment des taux d'inflation ou de déflation, ainsi que les variations des taux d'intérêt, des cours de change et des cours des dérivés et des marchandises;
- les événements touchant la santé publique, notamment ceux liés à la sécurité des aliments;
- l'incapacité d'obtenir les résultats souhaités au cours des négociations collectives, y compris les modalités des futures conventions collectives, ce qui pourrait entraîner des arrêts de travail;
- l'incapacité de la société à gérer les stocks de manière à atténuer l'incidence des problèmes liés aux stocks désuets ou excédentaires et à contrôler les pertes;
- l'incapacité de la société de tenir des registres appropriés à l'appui de sa conformité aux règles, aux règlements et aux politiques comptables, fiscales ou juridiques;
- l'incapacité des magasins franchisés de la société d'afficher la performance attendue;
- la dépendance envers certains prestataires de services indépendants, notamment ceux fournissant des services liés à la chaîne d'approvisionnement et aux gammes de vêtements de la société, de même que leur fidélisation;
- les questions d'approvisionnement et de contrôle de la qualité des fournisseurs;
- la modification des lois et des règlements s'appliquant à la société et à ses activités, ou l'incapacité de les respecter, y compris les changements apportés à la réglementation concernant le prix des médicaments génériques sur ordonnance, la réduction des remboursements accordés en vertu des régimes d'assurance-médicaments publics et la diminution des indemnités professionnelles pharmaceutiques versées par les fabricants de médicaments;
- les changements dans les passifs d'impôt de la société, notamment l'impôt sur le résultat, ainsi que dans les passifs liés à la réglementation et aux taxes à la consommation, y compris les changements découlant des modifications des lois fiscales, des règlements sur les impôts ou des cotisations futures;

- toute cotisation que la société pourrait être tenue de verser à ses régimes de retraite agréés à prestations définies par capitalisation ou à ses régimes de retraite multi-employeurs auxquels elle cotise en sus des cotisations qu'elle envisage de verser à l'heure actuelle;
- le risque que la société subisse une perte financière si ses contreparties ne s'acquittaient pas de leurs obligations prévues aux termes des contrats conclus avec celles-ci;
- l'incapacité de la société à recouvrer ses créances sur cartes de crédit.

Cette liste des facteurs qui pourraient toucher les énoncés prospectifs de la société n'est pas exhaustive. D'autres risques et incertitudes que la société ignore actuellement ou qu'elle juge présentement sans importance pourraient faire en sorte que les résultats ou les événements réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont précisés dans les énoncés prospectifs. Ces autres risques et incertitudes sont présentés dans les documents que la société dépose auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, y compris à la rubrique « Risques d'entreprise et gestion des risques » du présent rapport de gestion. Les lecteurs sont donc invités à ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, qui traduisent les attentes de la société uniquement à la date du présent rapport de gestion. La société n'a ni l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les présents énoncés prospectifs que ce soit à la lumière de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, sauf dans la mesure où la loi l'exige.

Rapport de gestion

Indicateurs de performance financière clés	8
Résultats opérationnels consolidés	9
Secteurs opérationnels à présenter	10
Vente au détail	10
Services financiers	11
Situation financière	12
Situation de trésorerie et sources de financement	13
Flux de trésorerie	13
Sources de financement	15
Résultats opérationnels trimestriels	16
Contrôle interne à l'égard de l'information financière	16
Risques d'entreprise et gestion des risques	17
Normes comptables appliquées en 2012	17
Perspectives	18
Mesures financières non conformes aux PCGR	19
Informations supplémentaires	21

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion (le « rapport de gestion ») de Les Compagnies Loblaw limitée et de ses filiales (appelées collectivement la « société » ou « Loblaw ») doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du premier trimestre de 2012 de la société et les notes y afférentes inclus dans le présent rapport trimestriel, ainsi qu'avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes y afférentes de l'exercice clos le 31 décembre 2011 et le rapport de gestion annuel connexe inclus dans le Rapport annuel 2011 – Revue financière de la société (le « rapport annuel de 2011 »). Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du premier trimestre de 2012 de la société et les notes y afférentes ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS » ou les « PCGR ») et la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (l'« IAS 34 »), publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités comprennent les comptes de la société et ceux des autres entités que la société contrôle et sont présentés en millions de dollars canadiens.

Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure à la page 132 du rapport annuel 2011 de la société. De plus, le présent rapport trimestriel comprend les termes suivants : « montant ajusté de la dette nette¹⁾ sur le BAIIA¹⁾ sur une base annuelle », défini comme étant le montant ajusté de la dette¹⁾, divisé par le BAIIA¹⁾ cumulé des quatre derniers trimestres, « rendement de l'actif net moyen sur une base annuelle¹⁾ », défini comme le résultat opérationnel cumulé des quatre derniers trimestres, divisé par l'actif net moyen¹⁾, et « rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires sur une base annuelle », défini comme le bénéfice net cumulé attribuable aux porteurs d'actions ordinaires pour les quatre derniers trimestres, divisé par le total des capitaux propres moyens attribuables aux porteurs d'actions ordinaires et « flux de trésorerie disponibles¹⁾ », défini comme étant les flux de trésorerie affectés aux activités opérationnelles ou tirés de celles-ci, à l'exclusion de la variation nette des créances sur cartes de crédit, diminués des acquisitions d'immobilisations corporelles.

Sauf indication contraire, les renseignements figurant dans le rapport de gestion prennent en compte l'information à jour jusqu'au 1^{er} mai 2012.

Indicateurs de performance financière clés

La société s'est donné des indicateurs de performance financière clés pour mesurer l'atteinte de ses objectifs à court terme et à long terme. Le tableau qui suit dresse une liste d'indicateurs de performance financière clés :

Aux 24 mars 2012 et 26 mars 2011 et pour les périodes closes à ces dates (non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2012 (12 semaines)	2011 (12 semaines)
Consolidé		
Croissance (baisse) des produits	0,9 %	(0,6 %)
Résultat opérationnel	239 \$	303 \$
Marge opérationnelle ²⁾	3,4%	4,4%
BAIIA ¹⁾	409	455
Marge du BAIIA ¹⁾	5,9%	6,6%
Bénéfice net	126	162
Bénéfice net de base par action ordinaire ²⁾ (en dollars)	0,45	0,58
Fonds de roulement ²⁾	1 825	1 375
Trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et dépôts de garantie	1 686	1 289
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(57)	19
Montant ajusté de la dette ¹⁾	4,778	4 720
Montant ajusté de la dette ¹⁾ sur le BAIIA ¹⁾ sur une base annuelle	2,3x	2,4x
Montant ajusté de la dette ¹⁾ sur les capitaux propres ¹⁾	0,8:1	0,8:1
Flux de trésorerie disponibles ¹⁾	(305)	(246)
Couverture des intérêts ¹⁾	3,2x	4,2x
Rendement de l'actif net moyen ¹⁾ sur une base annuelle	11,1 %	11,8 %
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires sur une base annuelle	12,4 %	13,0 %

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 19 du présent rapport.

2) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire, à la page 132 du Rapport annuel 2011.

Aux 24 mars 2012 et 26 mars 2011 et pour les périodes closes à ces dates (non audité)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2012 (12 semaines)	2011 (12 semaines)
Secteur Vente au détail :		
Diminution du chiffre d'affaires des magasins comparables	(0,7 %)	(0,1 %)
Marge brute	1 529 \$	1 554 \$
Marge brute exprimée en pourcentage	22,5 %	23,0 %
Marge opérationnelle ¹⁾	3,3 %	4,2 %
Secteur Services financiers :		
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit ¹⁾	13,1 %	12,6 %
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre ¹⁾	4,5 %	4,6 %

Résultats opérationnels consolidés

Pour les périodes closes le 24 mars 2012 et le 26 mars 2011 (non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2012 (12 semaines)	2011 (12 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)
Produits	6 937 \$	6 872 \$	65 \$	0,9 %
Résultat opérationnel	239	303	(64)	(21,1 %)
Bénéfice net	126	162	(36)	(22,2 %)
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars)	0,45	0,58	(0,13)	(22,4 %)
Marge opérationnelle	3,4 %	4,4 %		
BAIIA ²⁾	409 \$	455 \$	(46)	(10,1 %)
Marge du BAIIA ²⁾	5,9 %	6,6 %		

Produits L'augmentation de 65 millions de dollars des produits par rapport à ceux du premier trimestre de 2011 est essentiellement attribuable aux hausses enregistrées dans les secteurs opérationnels Vente au détail et Services financiers de la société, tel qu'il est décrit ci-après.

Résultat opérationnel Le résultat opérationnel a diminué de 64 millions de dollars comparativement au premier trimestre de 2011 par suite de la baisse du résultat opérationnel de 60 millions de dollars pour la Vente au détail et de 4 millions de dollars pour les Services financiers. La marge opérationnelle s'est établie à 3,4 % au premier trimestre de 2012, comparativement à 4,4 % pour le trimestre correspondant de 2011.

Comme nous l'avons déclaré précédemment, pour l'exercice 2012 en entier, la société s'attend à effectuer des investissements marginaux de 40 millions de dollars dans son offre de produits et de services à la clientèle, qu'elle ne prévoit pas que ses activités combleront. Au cours du premier trimestre, la société a procédé à des investissements d'environ 10 millions de dollars tirés entièrement de sa marge brute qu'elle a affectés à son offre de produits et de services à la clientèle.

1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire, à la page 132 du Rapport annuel 2011.

2) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 19 du présent rapport.

Rapport de gestion

Le résultat opérationnel consolidé comprend les éléments significatifs suivants :

- une charge de 12 millions de dollars (produits de 7 millions de dollars en 2011) attribuable à l'incidence de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des contrats à livrer sur actions;
- une charge de 15 millions de dollars (néant en 2011) liée à la conversion de certains magasins conventionnels de l'Ontario en un modèle d'exploitation moins coûteux et plus efficace, conformément aux conventions collectives ratifiées au troisième trimestre de 2010;
- une réduction de 5 millions de dollars de coûts liés aux investissements dans les TI et la chaîne d'approvisionnement, y compris les charges suivantes :
 - 71 millions de dollars (61 millions de dollars en 2011) liés aux TI;
 - 46 millions de dollars (36 millions de dollars en 2011) liés aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles;
 - 3 millions de dollars (21 millions de dollars en 2011) liés à des changements apportés au réseau de distribution;
 - 3 millions de dollars (10 millions de dollars en 2011) au titre des autres projets liés à la chaîne d'approvisionnement;
- une charge de néant (8 millions de dollars en 2011) liée à un remaniement interne du secteur Vente au détail en fonction d'une structure axée sur deux divisions, à savoir Conventionnel et Escompte.

Charges d'intérêts nettes et autres charges financières Au premier trimestre de 2012, le montant comptabilisé au titre des charges d'intérêts nettes et autres charges financières a augmenté de 1 million de dollars, ou 1,4 %, pour s'établir à 74 millions de dollars comparativement au premier trimestre de 2011, en raison surtout d'une hausse des charges d'intérêts sur les contrats de location-financement par rapport à l'exercice précédent et de l'arrivée à échéance de swaps de taux d'intérêt au troisième trimestre de 2011, partiellement contrebalancées par les remboursements nets de créances sur cartes de crédit au premier trimestre de 2011.

Impôt sur le résultat Le taux d'impôt effectif a baissé au premier trimestre de 2012 passant de 29,6 % en 2011 à 23,6 %, ce qui s'explique essentiellement par d'autres réductions des taux d'impôt prévus par la loi du gouvernement fédéral et du gouvernement de l'Ontario et par la diminution des charges d'intérêts liées à certaines questions fiscales datant d'exercices précédents.

Après la clôture du premier trimestre, le gouvernement de l'Ontario a annoncé le report de l'adoption de certaines réductions des taux d'impôt des sociétés. Ce report ne devrait pas avoir une incidence importante sur les résultats opérationnels de la société.

Bénéfice net Le bénéfice net du premier trimestre de 2012 a diminué de 36 millions de dollars, ou 22,2 % par rapport à celui du premier trimestre de 2011. Le bénéfice net de base par action ordinaire a reculé de 22,4 % au premier trimestre, pour s'établir à 0,45 \$ comparativement à celui de 0,58 \$ au premier trimestre de 2011.

Le bénéfice net de base par action ordinaire a subi l'incidence des éléments significatifs suivants au premier trimestre de 2012 :

- une charge de 0,04 \$ (produits de 0,01 \$ en 2011) au titre de l'incidence de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des contrats à livrer sur actions;
- une charge de 0,04 \$ (néant en 2011) liée à la conversion de certains magasins conventionnels de l'Ontario, conformément aux modalités des conventions collectives ratifiées au troisième trimestre de 2010;
- une réduction de 0,01 \$ des coûts liés aux investissements marginaux dans les TI et la chaîne d'approvisionnement;
- une charge de néant (0,02 \$ en 2011) liée au remaniement du secteur Vente au détail.

Secteurs opérationnels à présenter

Vente au détail

Pour les périodes closes le 24 mars 2012 et le 26 mars 2011 (non audité)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2012 (12 semaines)	2011 (12 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)
Chiffre d'affaires	6 808 \$	6 757 \$	51 \$	0,8 %
Marge brute	1 529	1 554	(25)	(1,6 %)
Résultat opérationnel	225	285	(60)	(21,1 %)
Diminution du chiffre d'affaires des magasins comparables	(0,7 %)	(0,1 %)		
Marge brute exprimée en pourcentage	22,5 %	23,0 %		
Marge opérationnelle ¹⁾	3,3 %	4,2 %		

1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire à la page 132 du Rapport annuel 2011.

Chiffre d'affaires Les facteurs suivants expliquent l'augmentation de 51 millions de dollars, ou 0,8 %, du chiffre d'affaires du secteur Vente au détail entre le premier trimestre de 2012 et le trimestre correspondant de 2011 :

- une journée d'activité en moins, ce qui a eu une incidence défavorable de l'ordre de 0,8 % à 1,0 % sur le chiffre d'affaires et le chiffre d'affaires des magasins comparables;
- le chiffre d'affaires des magasins comparables a diminué de 0,7 % (0,1 % en 2011);
- le chiffre d'affaires tiré des produits alimentaires n'a pas connu de croissance;
- le chiffre d'affaires tiré des produits pharmaceutiques n'a pas connu de croissance;
- la majoration du prix de détail de l'essence a généré une forte croissance du chiffre d'affaires des postes d'essence qui a partiellement été contrebalancée par un repli négligeable du volume des ventes;
- le chiffre d'affaires tiré des articles de marchandise générale, à l'exclusion des vêtements, n'a pas connu de croissance;
- les ventes de vêtements ont enregistré une forte croissance, en partie grâce à l'augmentation de la superficie en pieds carrés;
- la société a enregistré une inflation interne moyenne trimestrielle modeste du prix des produits alimentaires aux premiers trimestres de 2012 et de 2011, inflation qui a été inférieure à l'inflation moyenne trimestrielle du prix des aliments de 3,7 % enregistrée au pays (2,5 % en 2011), calculée selon « l'indice des prix à la consommation pour des aliments achetés au magasin » (l'« IPC »). L'IPC ne traduit pas nécessairement l'incidence de l'inflation sur la composition spécifique de l'offre de produits vendus dans les magasins de Loblaw.
- 25 magasins détenus par la société ou magasins franchisés ont ouvert leurs portes et cinq les ont fermées depuis le premier trimestre de 2011, soit une augmentation nette de 0,6 million de pieds carrés, ou 1,2 %.

Marge brute La marge brute a reculé de 25 millions de dollars au premier trimestre de 2012, comparativement à celle du premier trimestre de 2011 et la marge brute exprimée en pourcentage s'est chiffrée à 22,5 %, en baisse par rapport aux 23,0 % inscrits au premier trimestre de 2011. Ces diminutions sont principalement attribuables à la hausse des frais de transport et du coût des intrants, qui a été plus importante que l'inflation interne du prix de détail des produits alimentaires. Ces facteurs ont cependant été partiellement compensés par une plus grande efficacité au chapitre de la prévention des pertes. La hausse du coût des intrants qui n'a pas été entièrement transférée aux clients reflète un investissement supplémentaire d'environ 10 millions de dollars dans l'offre de produits et de services à la clientèle de la société. La diminution de la marge brute exprimée en pourcentage découle également d'un plus grand volume de ventes à plus faible marge enregistré par les postes d'essence.

Résultat opérationnel Le résultat opérationnel a diminué de 60 millions de dollars par rapport à celui du premier trimestre de 2011 et la marge opérationnelle du premier trimestre de 2012 s'est établie à 3,3 %, comparativement à celle de 4,2 % dégagée pour la période correspondante de 2011. En plus d'être attribuables aux éléments significatifs mentionnés plus haut à la rubrique « Résultats opérationnels trimestriels consolidés », le résultat opérationnel et la marge opérationnelle ont subi l'incidence négative du recul de la marge brute et des variations de la valeur des placements de la société dans ses magasins franchisés, partiellement contrebalancés par les améliorations enregistrées au chapitre des autres coûts opérationnels.

Services financiers

Pour les périodes closes le 24 mars 2012 et le 26 mars 2011 (non audité)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2012 (12 semaines)	2011 (12 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)
Produits	129 \$	115 \$	14 \$	12,2 %
Résultat opérationnel	14	18	(4)	(22,2 %)
Bénéfice avant impôt sur le résultat	4	5	(1)	(20,0 %)

	2012 (12 semaines)	2011 (12 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)				
Montant net moyen des créances sur cartes de crédit	2 004 \$	1 942 \$	62 \$	3,2 %
Créances sur cartes de crédit	1 987	1 887	100	5,3 %
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	37	33	4	12,1 %
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	13,1 %	12,6 %		
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	4,5 %	4,6 %		

Produits La hausse de 12,2 % des produits du secteur Services financiers par rapport à ceux du premier trimestre de 2011 est principalement attribuable à l'augmentation de la valeur des opérations sur cartes de crédit et aux soldes de créances et à la hausse des commissions d'interchange et des produits d'intérêts qui en a résulté. L'augmentation des produits de PC Télécom qui a découlé de l'inauguration des nouveaux kiosques Boutique Mobile en 2011 est également un facteur de la hausse.

Résultat opérationnel Le résultat opérationnel a diminué de 4 millions de dollars au premier trimestre de 2012, comparativement au premier trimestre de 2011. Les augmentations des produits ont été contrebalancées par la hausse des coûts d'acquisition de la clientèle et des coûts opérationnels, qui s'est accélérée au cours de la deuxième moitié de 2011, ce qui reflète l'investissement continu de la société dans la croissance du secteur Services financiers. L'augmentation des coûts du programme de fidélisation points PC et les investissements liés à l'inauguration des kiosques Boutique Mobile ont également contribué à la diminution du résultat opérationnel.

Bénéfice avant impôt sur le résultat Le bénéfice avant impôt sur le résultat a reculé de 1 million de dollars au premier trimestre de 2012, comparativement au premier trimestre de 2011, en raison principalement de la diminution du résultat opérationnel, partiellement compensée par la baisse des charges d'intérêts nettes.

Situation financière

Fonds de roulement¹⁾ Au 24 mars 2012, le fonds de roulement¹⁾ se chiffrait à 1 825 millions de dollars, en comparaison de 1 375 millions de dollars au 26 mars 2011. La hausse de 450 millions de dollars est principalement attribuable à l'augmentation de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements à court terme qui a découlé du BAIIA²⁾, partiellement contrebalancée par les acquisitions d'immobilisations corporelles, l'impôt sur le résultat, les intérêts nets payés et les dividendes déclarés. Cette hausse tient également à l'augmentation des créances sur cartes de crédit attribuable au plus grand nombre de comptes actifs et à l'accroissement de la valeur des opérations sur cartes de crédit.

Au 24 mars 2012, le fonds de roulement¹⁾ se chiffrait à 1 825 millions de dollars, en comparaison de 1 744 millions de dollars au 31 décembre 2011. L'augmentation de 81 millions de dollars s'explique essentiellement par le BAIIA²⁾, partiellement contrebalancée par les acquisitions d'immobilisations corporelles, l'impôt sur le résultat, les intérêts nets payés et les dividendes déclarés. Pour le premier trimestre de 2012, le fonds de roulement¹⁾ reflète le règlement saisonnier habituel des fournisseurs et autres passifs et la diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie en résultant.

Flux de trésorerie disponibles²⁾ Au 24 mars 2012, les flux de trésorerie disponibles²⁾ étaient déficitaires de 305 millions de dollars, comparativement à 246 millions de dollars au 26 mars 2011. Cette augmentation de 59 millions de dollars des flux de trésorerie disponibles déficitaires s'explique par la baisse du BAIIA²⁾ et les besoins en fonds de roulement hors trésorerie saisonniers d'un exercice à l'autre, en partie contrebalancée par le recul des acquisitions d'immobilisations corporelles. Les flux de trésorerie disponibles²⁾ sont habituellement déficitaires au premier trimestre, mais devraient augmenter au cours du reste de l'exercice en raison de la progression du bénéfice net trimestriel et des flux de trésorerie générés par le fonds de roulement hors trésorerie.

Dividendes Au premier trimestre de 2012, le conseil d'administration de la société (le « Conseil ») a déclaré des dividendes de 0,21 \$ (0,21 \$ en 2011) par action ordinaire, à payer le 1^{er} avril 2012, et de 0,37 \$ (0,37 \$ en 2011) par action privilégiée de deuxième rang, série A, à payer le 30 avril 2012. Aux fins de la présentation des états financiers, les dividendes sur les actions privilégiées de deuxième rang, série A de 3 millions de dollars (3 millions de dollars en 2011) sont inclus dans le poste « Charges d'intérêts nettes et autres charges financières » du compte consolidé de résultat. Après la clôture du premier trimestre de 2012, le Conseil a déclaré des dividendes trimestriels de 0,21 \$ par action ordinaire, à payer le 1^{er} juillet 2012, et de 0,37 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série A, à payer le 31 juillet 2012. Lorsqu'elle déclare un dividende, la société fait état sur son site Web (loblaw.ca) de la désignation des dividendes admissibles et non admissibles conformément à la position administrative de l'Agence du revenu du Canada (l'« ARC »).

1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire à la page 132 du Rapport annuel 2011.

2) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 19 du présent rapport.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités Au premier trimestre de 2012, la société a racheté, aux fins d'annulation, 54 908 actions ordinaires (néant en 2011), ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'une charge de 2 millions de dollars (néant en 2011) dans les résultats non distribués au titre de la prime sur les actions ordinaires, ainsi qu'à une légère réduction (néant en 2011) du capital social ordinaire. Après le premier trimestre de 2012, Loblaw a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat, à la Bourse de Toronto (la « TSX ») d'au plus 14 070 352 actions ordinaires de la société, ou la conclusion d'instruments dérivés de capitaux propres à cette fin, représentant environ 5 % des actions ordinaires en circulation. Conformément aux lois et règlements de la TSX, la société peut racheter ses actions à un prix égal à leur cours à la date d'acquisition.

Régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés – Modification proposée À l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires de la société qui aura lieu le 3 mai 2012, les actionnaires seront invités à approuver une modification au Régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés pour augmenter le nombre total d'actions ordinaires autorisées pouvant être émises aux termes du Régime d'options d'achat d'actions de 14 428 484 à 28 137 162. Cette modification augmenterait le nombre limité d'actions ordinaires autorisées de la société pouvant être émises aux Termes du Régime d'options d'achat d'actions de 5 % à 10 % du nombre total d'actions ordinaires émises et en circulation.

Swaps entre monnaies Glenhuron Bank Limited (« Glenhuron »), filiale détenue totalement par la société, détient des swaps entre monnaies visant l'échange de dollars américains contre 1 213 millions de dollars (1 210 millions de dollars au 26 mars 2011; 1 252 millions de dollars au 31 décembre 2011) et venant à échéance d'ici 2018. Au premier trimestre de 2012, un profit lié à la juste valeur de 28 millions de dollars (21 millions de dollars en 2011) a été comptabilisé dans le résultat opérationnel en lien avec ces swaps entre monnaies. De plus, pour le premier trimestre de 2012, la société a comptabilisé dans le résultat opérationnel une perte de change de 25 millions de dollars (18 millions de dollars en 2011) se rapportant à un montant de 1 078 millions de dollars américains (1 045 millions de dollars au 26 mars 2011; 1 073 millions de dollars au 31 décembre 2011) de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, de placements à court terme et de dépôts de garantie détenus par Glenhuron.

En 2008, la société a eu recours à des swaps entre monnaies à taux fixe visant l'échange de 296 millions de dollars canadiens contre 300 millions de dollars américains qui arriveront à échéance en 2015. Au premier trimestre de 2012, la société a comptabilisé une perte latente liée à la juste valeur de 4 millions de dollars (9 millions de dollars en 2011) relativement à ces swaps entre monnaies. De plus, pour le premier trimestre de 2012, la société a comptabilisé dans le résultat opérationnel un profit de change latent de 7 millions de dollars (6 millions de dollars en 2011) se rapportant aux billets à taux fixe émis dans le cadre du placement privé de 300 millions de dollars américains.

Swaps de taux d'intérêt La société conserve un montant notionnel de 150 millions de dollars (150 millions de dollars au 26 mars 2011; 150 millions de dollars au 31 décembre 2011) dans des swaps de taux d'intérêt sur lesquels elle paie un taux fixe de 8,38 %. Au premier trimestre de 2012, la société a comptabilisé un négligeable profit lié à la juste valeur (profit négligeable en 2011) dans le résultat opérationnel.

Contrats à livrer sur actions Au 24 mars, 2012, Glenhuron détenait des contrats à livrer sur actions cumulés visant l'achat de 1,1 million d'actions ordinaires de la société (1,5 million au 26 mars 2011; 1,1 million au 31 décembre 2011) à un prix à terme moyen de 56,57 \$ (56,37 \$ au 26 mars 2011; 56,38 \$ au 31 décembre 2011), y compris des charges d'intérêts de 0,14 \$ par action ordinaire (charges d'intérêts de 0,15 \$ par action ordinaire au 26 mars 2011; produits d'intérêts de 0,05 \$ au 31 décembre 2011). Au 24 mars 2012, le cumul des intérêts et de la perte latente liée au marché de 25 millions de dollars (27 millions de dollars au 26 mars 2011; 20 millions de dollars au 31 décembre 2011) était comptabilisé dans les fournisseurs et autres passifs. Au premier trimestre de 2012, une perte liée à la juste valeur de 5 millions de dollars (3 millions de dollars en 2011) a été comptabilisée dans le résultat opérationnel en lien avec ces contrats à livrer sur actions.

Situation de trésorerie et sources de financement

Flux de trésorerie

Principaux éléments des rentrées et des sorties nettes

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	2012 (12 semaines)	2011 (12 semaines)	Variation (en dollars)	Variation (en pourcentage)
Rentrées (sorties) nettes liées aux :				
Activités opérationnelles	(57) \$	19 \$	(76) \$	(400,0 %)
Activités d'investissement	(179)	73	(252)	(345,2 %)
Activités de financement	(69)	(520)	451	86,7 %

(Sorties) rentrées nettes liées aux activités opérationnelles Les sorties nettes liées aux activités opérationnelles se sont établies à 57 millions de dollars au premier trimestre de 2012 et tiennent compte d'un BAIIA¹⁾ de 409 millions de dollars et d'une baisse de 114 millions de dollars des créances sur cartes de crédit, facteurs partiellement contrebalancés par une variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 533 millions de dollars et des impôts sur le résultat payés de 69 millions de dollars. La variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement est principalement attribuable à une diminution des fournisseurs et autres passifs, en partie compensée par des baisses des créances et des stocks.

La diminution de 76 millions de dollars des rentrées nettes liées aux activités opérationnelles comparativement au premier trimestre de 2011 s'explique essentiellement par la diminution du BAIIA¹⁾ et des besoins en fonds de roulement hors trésorerie saisonniers d'un exercice à l'autre.

(Sorties) rentrées nettes liées aux activités d'investissement Les sorties de fonds liées aux activités d'investissement se sont établies à 179 millions de dollars au premier trimestre de 2012, en comparaison de rentrées nettes liées aux activités d'investissement de 73 millions de dollars au premier trimestre de 2011. La variation de 252 millions de dollars est principalement attribuable à la baisse des dépôts de garantie découlant du remboursement des billets d'*Eagle Credit Card Trust* (« *Eagle* ») au premier trimestre de 2011 ainsi qu'à la variation des placements à court terme.

Au premier trimestre de 2012, la société a conclu une entente visant l'achat des dossiers d'ordonnances de 95 magasins Zellers Inc. pour environ 35 millions de dollars. Les sorties de fonds réelles seront déterminées à la fermeture de chaque magasin durant les deuxième et troisième trimestres de 2012, et elles sont susceptibles de différer des estimations initiales.

Dépenses d'investissement et activités relatives aux magasins

	2012 (12 semaines)	2011 (12 semaines)	Variation (en pourcentage)
Aux 24 mars 2012 et 26 mars 2011 et pour les périodes closes à ces dates (non audité)			
Dépenses d'investissement (en millions de dollars canadiens)	134 \$	155 \$	(13,5 %)
Superficie des magasins détenus par la société (en millions de pieds carrés)	37,6	37,3	0,8 %
Superficie de magasins franchisés (en millions de pieds carrés)	13,7	13,4	2,2 %
Superficie de vente au détail (en millions de pieds carrés)	51,3	50,7	1,2 %
Nombre de magasins détenus par la société	585	574	1,9 %
Nombre de magasins franchisés	462	453	2,0 %
Terrains détenus par la société (en pourcentage)	72%	74%	
Terrains détenus par des franchisés (en pourcentage)	46%	46%	
Superficie moyenne (en pieds carrés)			
Magasins détenus par la société	64 200	65 000	(1,2 %)
Magasins franchisés	29 600	29 600	–

Sorties nettes liées aux activités de financement Les sorties nettes liées aux activités de financement se sont établies à 69 millions de dollars au premier trimestre de 2012, en comparaison de 520 millions de dollars au premier trimestre de 2011. Cette variation de 451 millions de dollars est essentiellement attribuable au remboursement, au premier trimestre de 2011, d'un billet de série d'*Eagle* de 500 millions de dollars et d'un billet à moyen terme à 6,50 % de 350 millions de dollars. L'incidence de ce remboursement a été partiellement contrebalancée par les émissions nettes de certificats de placement garanti (les « CPG ») par la Banque le Choix du Président (la « Banque PC ») et par la titrisation d'une tranche supplémentaire de 370 millions de dollars de créances sur cartes de crédit au premier trimestre de 2011.

Cotisations aux régimes de retraite à prestations définies Au premier trimestre de 2012, la société a cotisé 12 millions de dollars (25 millions de dollars en 2011) à ses régimes de retraite agréés à prestations définies par capitalisation. La société prévoit verser des cotisations d'environ 135 millions de dollars à ces régimes pendant le reste de 2012. Le montant réel des cotisations pourrait différer de l'estimation selon les modifications apportées aux évaluations actuarielles, le rendement des placements, la volatilité des taux d'actualisation, les exigences réglementaires et d'autres facteurs. La société prévoit également continuer de verser, d'ici la fin de 2012, des cotisations à ses régimes à cotisations définies et aux régimes de retraite multi-employeurs auxquels elle cotise, ainsi que des prestations aux prestataires des régimes de retraite complémentaires sans capitalisation à prestations définies, des autres régimes à prestations définies et des autres régimes d'avantages du personnel à long terme.

1) Voir les mesures financières non conformes aux PCGR à la page 19 du présent rapport.

Sources de financement

La société s'attend à ce que la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, les flux de trésorerie futurs provenant des activités opérationnelles et les montants qu'elle peut prélever sur sa facilité de crédit engagée de 800 millions de dollars (la « facilité de crédit ») lui permettent de financer son programme de dépenses d'investissement ainsi que ses besoins courants liés à ses activités, y compris le fonds de roulement, la capitalisation des régimes de retraite et les obligations financières, au cours des 12 prochains mois. La plupart du temps, la société satisfait à ses besoins de financement à long terme principalement par l'entremise de son programme de billets à moyen terme. Elle peut refinancer sa dette à long terme qui arrive à échéance par l'émission de billets à moyen terme si les conditions du marché le permettent, ou elle peut envisager d'autres solutions. Par ailleurs, comme elle jouit d'un accès raisonnablement facile aux marchés financiers, la société n'entrevoit pas de difficulté à obtenir du financement pour s'acquitter de ses obligations à long terme.

La facilité de crédit de la société comporte certaines clauses restrictives financières, que la société a respectées tout au long du trimestre. Au premier trimestre de 2012, la société a renouvelé sa facilité de crédit et l'a prorogée jusqu'à mars 2017. Les principales clauses restrictives que doit respecter la société aux termes de cet accord sont demeurées essentiellement les mêmes. Au 24 mars 2012, au 26 mars 2011 et au 31 décembre 2011, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité de crédit.

En 2010, la société a déposé un prospectus préalable de base simplifié (le « prospectus ») lui permettant d'émettre des débetures non garanties et des actions privilégiées pour un montant maximal de 1,0 milliard de dollars au cours d'une période de 25 mois. Au 24 mars 2012, au 26 mars 2011 et au 31 décembre 2011, la société n'avait procédé à aucune émission en vertu du prospectus. La société prévoit renouveler son prospectus, qui expire le 25 décembre 2012.

Fiducies de titrisation indépendantes La Banque PC participe à divers programmes de titrisation, qui constituent la principale source de fonds pour l'exercice de ses activités liées aux cartes de crédit. Aux termes de ces programmes de titrisation, une partie de la participation totale dans les créances sur cartes de crédit est vendue à certaines fiducies de titrisation indépendantes aux termes d'ententes de copropriété. La Banque PC tantôt acquiert des créances sur cartes de crédit auprès des fiducies de titrisation indépendantes, tantôt leur en vend, selon ses besoins en matière de financement. Mis à part les créances sur cartes de crédit titrisées de la Banque PC, le recours des fiducies de titrisation indépendantes se limite aux lettres de garantie ayant fait l'objet d'un arrangement par la société et dont le montant se limitait à 81 millions de dollars au 24 mars 2012 (81 millions de dollars au 26 mars 2011; 81 millions de dollars au 31 décembre 2011), et est établi en fonction d'une tranche du montant titrisé.

Fiducies de financement indépendantes Certains franchisés indépendants de la société obtiennent du financement par l'entremise d'une structure regroupant des fiducies de financement indépendantes, structure mise sur pied pour consentir des prêts aux franchisés indépendants afin qu'ils puissent acheter plus facilement des stocks et des immobilisations corporelles, principalement du matériel et des agencements. Ces fiducies de financement indépendantes sont administrées par une grande banque canadienne. Le capital brut des prêts consentis aux franchisés indépendants de la société par les fiducies de financement indépendantes s'élevait à 446 millions de dollars au 24 mars 2012 (408 millions de dollars au 26 mars 2011; 424 millions de dollars au 31 décembre 2011). La société a convenu d'accorder un rehaussement de crédit de 48 millions de dollars (66 millions de dollars au 26 mars 2011; 48 millions de dollars au 31 décembre 2011) sous forme de lettre de garantie en faveur de la fiducie de financement indépendante correspondant à au moins 10 % (15 % au 26 mars 2011) du capital des prêts en cours.

En plus de participer à divers programmes de titrisation servant à financer ses activités, la Banque PC obtient du financement à court et à long terme par l'intermédiaire de son programme de CPG. Au premier trimestre de 2012, la Banque PC a vendu, par l'intermédiaire de courtiers indépendants, des CPG pour 1 million de dollars (46 millions de dollars en 2011), compte non tenu de commissions négligeables. De plus, des CPG de 14 millions de dollars (néant en 2011) sont arrivés à échéance et ont été remboursés. Au 24 mars 2012, la société a comptabilisé, dans sa dette à long terme, des CPG en cours de 263 millions de dollars (64 millions de dollars au 26 mars 2011; 276 millions de dollars au 31 décembre 2011) avant des commissions de 2 millions de dollars (néant au 26 mars 2011; 2 millions de dollars au 31 décembre 2011), dont une tranche de 42 millions de dollars (19 millions de dollars au 26 mars 2011; 46 millions de dollars au 31 décembre 2011) a été comptabilisée dans la tranche à moins d'un an de la dette à long terme.

La société a conclu des ententes en vue de garantir, sous forme de trésorerie, certaines de ses facilités de crédit non engagées pour au plus 88 millions de dollars, dont une tranche de 85 millions de dollars a été déposée auprès d'importantes banques à charte canadiennes et classée à titre de dépôts de garantie au 24 mars 2012 (néant au 26 mars 2011).

Les cotes de solvabilité de la société présentées dans le rapport annuel 2011 n'ont pas changé au premier trimestre de 2012.

Résultats opérationnels trimestriels

Conformément à une pratique comptable ayant cours dans le secteur de la distribution alimentaire, la société suit un cycle de présentation de 52 semaines, qui passe périodiquement à un exercice de 53 semaines. Les exercices 2012, 2011 et 2010 comptent 52 semaines. Le cycle de 52 semaines est divisé en quatre trimestres de 12 semaines chacun, sauf pour le troisième trimestre, qui compte 16 semaines. Le tableau qui suit résume les principales informations financières consolidées tirées des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la société pour chacun des huit derniers trimestres.

Résumé des résultats consolidés trimestriels

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)	Premier trimestre		Quatrième trimestre		Troisième trimestre		Deuxième trimestre	
	2012 (12 semaines)	2011 (12 semaines)	2011 (12 semaines)	2010 (12 semaines)	2011 (16 semaines)	2010 (16 semaines)	2011 (12 semaines)	2010 (12 semaines)
Produits	6 937 \$	6 872 \$	7 373 \$	7 119 \$	9 727 \$	9 535 \$	7 278 \$	7 269 \$
Bénéfice net	126 \$	162 \$	174 \$	165 \$	236 \$	197 \$	197 \$	181 \$
Bénéfice net par action ordinaire								
De base (en dollars)	0,45 \$	0,58 \$	0,62 \$	0,59 \$	0,84 \$	0,71 \$	0,70 \$	0,65 \$
Dilué (en dollars)	0,45 \$	0,56 \$	0,60 \$	0,58 \$	0,83 \$	0,70 \$	0,69 \$	0,64 \$
Inflation nationale moyenne du prix des aliments (évaluée par l'IPC)	3,7 %	2,5 %	5,2 %	1,5 %	4,9 %	1,3 %	4,0 %	0,3 %
(Diminution) augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables	(0,7 %)	(0,1 %)	2,5 %	(1,6 %)	1,3 %	(0,4 %)	(0,4 %)	(0,3 %)

Depuis le quatrième trimestre de 2010, la superficie nette de vente au détail a augmenté de 0,6 million de pieds carrés pour se fixer à 51,3 millions de pieds carrés.

La fluctuation du bénéfice net d'un trimestre à l'autre reflète les transactions sous-jacentes qu'a réalisées la société et l'incidence d'un certain nombre de charges spécifiques, notamment les coûts liés à l'incidence de la rémunération fondée sur des actions, déduction faite des contrats à livrer sur actions, les coûts liés à la conversion de certains magasins conventionnels de l'Ontario en un modèle d'exploitation moins coûteux et plus efficace conformément aux modalités des conventions collectives ratifiées en 2010, les coûts liés aux investissements marginaux dans les TI et la chaîne d'approvisionnement et les coûts liés au remaniement du secteur Vente au détail en fonction d'une structure axée sur deux divisions, soit Conventionnel et Escompte. Le bénéfice net trimestriel est aussi fonction du caractère saisonnier des activités et du calendrier des jours fériés. L'incidence du caractère saisonnier est plus importante au quatrième trimestre et l'est moins au premier trimestre.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de l'établissement et du maintien d'un système de contrôles et de procédures de communication de l'information adéquat visant à donner une assurance raisonnable que toute information importante concernant la société et ses filiales est réunie et communiquée en temps opportun à la haute direction pour qu'elle soit en mesure de prendre des décisions éclairées à l'égard de ses communications publiques.

Il incombe également à la direction d'élaborer et de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière adéquats de façon à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des rapports financiers à des fins externes conformément aux PCGR.

Dans la conception de ces contrôles, il faut considérer le fait qu'en raison de ses limites inhérentes, tout système de contrôles, aussi bien conçu et appliqué soit-il, ne saurait fournir qu'une assurance raisonnable que les objectifs de contrôle visés sont atteints et qu'il pourrait ne pas être en mesure de prévenir ni de détecter des inexactitudes. De plus, la direction doit forcément faire appel à son jugement lorsqu'elle évalue les contrôles et procédures.

Aucun changement n'a été apporté au contrôle interne de la société à l'égard de l'information financière au premier trimestre de 2012 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il pourrait avoir une incidence importante sur le contrôle interne de la société à l'égard de l'information financière.

Risques d'entreprise et gestion des risques

Des descriptions détaillées des risques opérationnels et financiers ainsi que des stratégies de gestion des risques figurent à la rubrique « Risques d'entreprise et gestion des risques » à la page 25 du rapport de gestion du rapport annuel 2011 de la société et à la note 26 de ce même rapport. Une mise à jour de ces risques et stratégies de gestion des risques est présentée ci-après.

Déploiement des systèmes des technologies de l'information et d'autres systèmes La société poursuit l'importante mise à niveau de son infrastructure des TI. En 2010, la société a entrepris le déploiement de nouvelles TI. Ce projet, de concert avec la mise en œuvre des autres systèmes prévue pour 2012 et par la suite, fait partie de l'un des plus vastes programmes d'infrastructure technologique à avoir été lancés par la société et est essentiel à la réalisation de ses stratégies de croissance à long terme. Au premier trimestre de 2012, la société a ajouté des données de base portant sur la chaîne d'approvisionnement au système de TI. Un grand nombre de ces données de base, notamment les calendriers de livraison et certains renseignements sur les prix, ressortent à présent au nouveau système de TI. Le déploiement complet des systèmes de TI demandera encore des efforts soutenus et des investissements substantiels. L'incapacité de la société à assurer une migration réussie de ses anciens systèmes au système de TI pourrait nuire à sa réputation et avoir des répercussions défavorables sur ses activités, ses produits et sa performance financière. Toute défaillance ou panne des systèmes de TI actuels de la société au cours du déploiement du nouveau système de TI ou d'autres systèmes pourrait entraîner la non-disponibilité de données pertinentes et fiables sur lesquelles la direction puisse fonder sa planification stratégique et sa gestion des activités quotidiennes, ce qui pourrait provoquer une forte perturbation des affaires et même se solder par des pertes financières. De plus, l'incapacité à mettre en œuvre les processus nécessaires au bon fonctionnement des systèmes de TI pourrait causer des inefficacités et des recoupements avec les processus existants.

Réglementation Après la clôture du premier trimestre de 2012, les gouvernements provinciaux du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve-et-Labrador ont apporté des modifications à la réglementation concernant les prix des médicaments génériques sur ordonnance payés par les gouvernements provinciaux en vertu de leur régime d'assurance-médicaments public et les gouvernements provinciaux de la Colombie-Britannique et de l'Ontario ont annoncé qu'ils apporteraient d'autres modifications à cette réglementation. Ces modifications se traduisent par une réduction du coût assumé par les régimes d'assurance-médicaments provinciaux relativement aux médicaments génériques. Les modifications apportées viennent également réduire le coût des médicaments génériques payé par les particuliers ou réglé par l'entremise de régimes d'assurance privée payés par l'employeur. La société continue d'évaluer les moyens qui pourraient lui permettre d'atténuer l'incidence de ces modifications, notamment la mise en place de programmes visant l'ajout de nouveaux services et l'amélioration des services existants afin d'attirer des clients. Toutefois, malgré ces initiatives, les modifications pourraient avoir des répercussions négatives sur la performance financière de la société.

Normes comptables appliquées en 2012

Instruments financiers – Informations à fournir Le 7 octobre 2010, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 7, *Instruments financiers – Informations à fournir*, qui viennent étoffer les informations que les entités doivent fournir au sujet des transactions donnant lieu à des transferts d'actifs financiers afin d'aider les utilisateurs d'états financiers à évaluer les expositions aux risques liés à ces transferts et l'incidence de ces risques sur la situation financière de l'entité. Ces modifications sont entrées en vigueur et ont été appliquées au premier trimestre de 2012.

Impôt différé – Recouvrement des actifs sous-jacents Le 20 décembre 2010, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, qui prévoient une exception aux principes généraux d'évaluation prescrits par l'IAS 12 pour les immeubles de placement évalués à la juste valeur. Ces exigences s'appliquent à compter du premier trimestre de 2012. Dans le cadre de sa transition aux IFRS, la société a choisi de comptabiliser ses immeubles de placement au coût et ainsi les modifications n'ont pas eu d'incidence sur les résultats opérationnels ou la situation financière de la société.

Perspectives¹⁾

La société continue de centrer ses efforts sur une exécution constante afin de surpasser les attentes de la clientèle grâce à un choix de produits judicieux, à une expérience de magasinage améliorée et à des prix concurrentiels dans toutes les bannières.

La société prévoit toujours que les dépenses d'investissement seront d'environ 1,1 milliard de dollars et que la superficie nette en pieds carrés destinée à la vente au détail augmentera d'environ 1 % en 2012. De plus, elle prévoit que les coûts associés à la conversion de certains magasins conventionnels de l'Ontario conformément aux modalités des conventions collectives totalisent entre 30 millions de dollars et 40 millions de dollars.

La société estime que le bénéfice net de l'exercice 2012 sera inférieur à celui de 2011 et que celle-ci sera davantage marquée lors de la première moitié de l'exercice, puisqu'elle s'attend à ce que les activités ne combrent pas les coûts marginaux de 70 millions de dollars liés aux investissements dans les TI et la chaîne d'approvisionnement et les investissements courants de 40 millions de dollars dans son offre de produits et de services à la clientèle.

1) À lire en parallèle avec la rubrique « Énoncés prospectifs » à la page 5.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La société utilise les mesures financières non conformes aux PCGR suivantes : le BAIIA et la marge du BAIIA, les intérêts et la couverture des intérêts, les flux de trésorerie disponibles, l'actif net, le rendement de l'actif net moyen sur une base annuelle et le montant ajusté de la dette, le ratio du montant ajusté de la dette sur le BAIIA sur une base annuelle et le ratio du montant ajusté de la dette sur les capitaux propres. Elle estime que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent de l'information utile à la direction et aux investisseurs pour évaluer sa performance financière et sa situation financière, pour les raisons indiquées ci-après. Comme ces mesures n'ont pas de sens normalisé en vertu des PCGR, elles ne sauraient se comparer à des mesures portant le même nom présentées par d'autres sociétés ouvertes ni se substituer à d'autres mesures financières établies selon les PCGR.

BAIIA et marge du BAIIA Le tableau qui suit présente le rapprochement entre le bénéfice avant impôt sur le résultat, les charges d'intérêts nettes et autres charges financières et les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (le « BAIIA ») d'une part et le résultat opérationnel, qui a fait l'objet d'un rapprochement avec le bénéfice net établi conformément aux PCGR et présenté dans les comptes consolidés de résultat pour les périodes de 12 semaines closes le 24 mars 2012 et le 26 mars 2011. La direction utilise le BAIIA pour évaluer le rendement des activités poursuivies et la capacité de la société à générer des flux de trésorerie afin de financer ses besoins de trésorerie, notamment son programme de dépenses d'investissement.

La marge du BAIIA représente le BAIIA divisé par les produits.

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	2012 (12 semaines)	2011 (12 semaines)
Bénéfice net	126 \$	162 \$
Ajouter l'incidence des éléments suivants :		
Impôt sur le résultat	39	68
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	74	73
Résultat opérationnel	239	303
Ajouter l'incidence de l'élément suivant :		
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	170	152
BAIIA	409 \$	455 \$

Intérêts et couverture des intérêts Le tableau qui suit présente un rapprochement entre la charge d'intérêts utilisée pour calculer le ratio de couverture des intérêts et les mesures conformes aux PCGR présentées pour les périodes de 12 semaines closes le 24 mars 2012 et le 26 mars 2011. La société estime que le ratio de couverture des intérêts est utile pour évaluer la capacité de la société à couvrir ses charges d'intérêts nettes grâce à son résultat opérationnel.

Les charges d'intérêts représentent les charges d'intérêts nettes et autres charges financières, majorées des intérêts incorporés au coût des immobilisations corporelles. La couverture des intérêts représente le résultat opérationnel, divisé par les charges d'intérêts.

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	2012 (12 semaines)	2011 (12 semaines)
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	74 \$	73 \$
Ajouter : intérêts capitalisés dans les immobilisations corporelles	-	-
Charges d'intérêts	74 \$	73 \$

Flux de trésorerie disponibles Le tableau suivant présente un rapprochement entre les flux de trésorerie disponibles utilisés pour évaluer la situation financière de la société et les mesures conformes aux PCGR pour les périodes de 12 semaines closes le 24 mars 2012 et le 26 mars 2011. La société est d'avis que les flux de trésorerie disponibles constituent une mesure utile pour évaluer la trésorerie disponible qu'elle peut affecter au financement et aux activités d'investissement supplémentaires.

Les flux de trésorerie représentent les rentrées (sorties) nettes liées aux activités opérationnelles, exception faite de la variation nette des créances sur cartes de crédit, moins les acquisitions d'immobilisations corporelles.

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	2012 (12 semaines)	2011 (12 semaines)
Rentrées (sorties) nettes liées aux activités opérationnelles	(57) \$	19 \$
Diminution nette des créances sur cartes de crédit	(114)	(110)
Moins : acquisitions d'immobilisations corporelles	134	155
Flux de trésorerie disponibles	(305) \$	(246) \$

Actif net Le tableau qui suit présente un rapprochement entre l'actif net utilisé pour calculer le ratio du rendement de l'actif net moyen sur une base annuelle et les mesures conformes aux PCGR présentées pour les périodes indiquées. La société estime que le ratio du rendement de l'actif net moyen sur une base annuelle est utile pour évaluer le rendement des actifs productifs.

L'actif net représente le total des actifs moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, les dépôts de garantie et les fournisseurs et autres passifs. Pour calculer le rendement de l'actif net moyen sur une base annuelle, la société divise le résultat opérationnel cumulatif des quatre derniers trimestres par l'actif net moyen.

(en millions de dollars canadiens)	Au 24 mars 2012 (non audité)	Au 26 mars 2011 (non audité)	Au 31 décembre 2011
Total des actifs	16 878 \$	16 035 \$	17 428 \$
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	657	427	966
Placements à court terme	780	678	754
Dépôts de garantie	249	184	266
Fournisseurs et autres passifs	3 079	3 048	3 677
Actif net	12 113 \$	11 698 \$	11 765 \$

Montant ajusté de la dette Le tableau qui suit présente un rapprochement entre le montant ajusté de la dette utilisé pour calculer le ratio du montant ajusté de la dette sur le BAIIA sur une base annuelle et le ratio du montant ajusté de la dette sur les capitaux propres et les mesures conformes aux PCGR présentées pour les périodes indiquées. La société estime que le montant ajusté de la dette est une mesure pertinente pour évaluer le niveau d'endettement.

La société calcule la dette comme la somme de la dette bancaire, de la dette à court terme, de certains autres passifs et de la juste valeur des dérivés financiers. Pour calculer le montant ajusté de la dette, la société déduit de la dette les fiducies de titrisation indépendantes de la dette à court terme, de la dette à long terme et des CPG de la Banque PC. Pour calculer le ratio du montant ajusté de la dette sur le BAIIA sur une base annuelle, la société divise le montant ajusté de la dette par le BAIIA cumulé des quatre derniers trimestres. Pour calculer le montant ajusté de la dette sur les capitaux propres, elle divise la dette par les capitaux propres attribuables aux actionnaires et les titres de participation.

(en millions de dollars canadiens)	Au 24 mars 2012 (non audité)	Au 26 mars 2011 (non audité)	Au 31 décembre 2011
Dettes à court terme	905 \$	905 \$	905 \$
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme	82	52	87
Dettes à long terme	5 489	5 249	5 493
Certains autres passifs	39	35	39
Juste valeur des dérivés financiers liés aux éléments ci-dessus	31	48	22
Total de la dette	6 546 \$	6 289 \$	6 546 \$
Moins :			
Dettes à court terme – autres fiducies de titrisation indépendantes	905	905	905
Dettes à long terme – <i>Eagle Credit Card Trust</i>	600	600	600
Certificats de placement garanti	263	64	276
Montant ajusté de la dette	4 778 \$	4 720 \$	4 765 \$

Les actions privilégiées de deuxième rang, série A sont classées comme des titres de participation et sont exclues du calcul du montant ajusté de la dette.

Capitaux propres Le tableau qui suit présente le rapprochement entre les capitaux propres utilisés pour calculer le ratio du montant ajusté de la dette sur les capitaux propres et les mesures conformes aux PCGR présentées pour les périodes closes aux dates indiquées.

Pour calculer les capitaux propres, la société fait la somme des titres de participation et des capitaux propres attribuables aux actionnaires.

(en millions de dollars canadiens)	Au 24 mars 2012 (non audité)	Au 26 mars 2011 (non audité)	Au 31 décembre 2011
Titres de participation	222 \$	221 \$	222 \$
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	6 102	5 756	6 007
Capitaux propres	6 324 \$	5 977 \$	6 229 \$

Informations supplémentaires

Des informations supplémentaires sur la société ont été déposées par voie électronique auprès de divers organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) et elles peuvent être consultées en ligne au sedar.com et auprès du Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »), organisme de réglementation principal de la Banque PC, filiale de la société.

Le 1^{er} mai 2012
Toronto, Canada

Résultats financiers

Comptes consolidés résumés de résultat	23
États consolidés résumés du résultat global	24
États consolidés résumés des variations des capitaux propres	25
Bilans consolidés résumés	26
Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie	27
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	28
Note 1. Nature et description de l'entité présentant l'information financière	28
Note 2. Principales méthodes comptables	28
Note 3. Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	29
Note 4. Impôt sur le résultat	29
Note 5. Bénéfice net de base et dilué par action ordinaire	30
Note 6. Trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et dépôts de garantie	30
Note 7. Créances sur cartes de crédit	31
Note 8. Stocks	32
Note 9. Autres actifs	32
Note 10. Dette à court terme	32
Note 11. Dette à long terme	32
Note 12. Autres passifs	33
Note 13. Capital social	33
Note 14. Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme	34
Note 15. Rémunération fondée sur des actions	34
Note 16. Instruments financiers	37
Note 17. Passifs éventuels	37
Note 18. Informations sectorielles	38
Annexe aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités portant sur le ratio de couverture par le bénéfice	40
Sommaire financier	41

Comptes consolidés résumés de résultat

<i>(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)</i>	24 mars 2012 (12 semaines)	26 mars 2011 <i>(12 semaines)</i>
Produits	6 937 \$	6 872 \$
Coût des marchandises vendues (note 8)	5 284	5 203
Frais de vente et charges générales et administratives	1 414	1 366
Résultat opérationnel	239	303
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières (note 3)	74	73
Bénéfice avant impôt sur le résultat	165	230
Impôt sur le résultat (note 4)	39	68
Bénéfice net	126 \$	162 \$
Bénéfice net par action ordinaire (en dollars) (note 5)		
De base	0,45 \$	0,58 \$
Dilué	0,45 \$	0,56 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

États consolidés résumés du résultat global

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	24 mars 2012 (12 semaines)	26 mars 2011 (12 semaines)
Bénéfice net	126 \$	162 \$
Autres éléments du résultat global, après impôt		
Gains actuariels nets au titre des régimes à prestations définies	25	4
Résultat global total	151 \$	166 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

États consolidés résumés des variations des capitaux propres

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)	Capital social ordinaire	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires
Solde au 31 décembre 2011	1 540 \$	4 414 \$	48 \$	5 \$	6 007 \$
Bénéfice net	–	126	–	–	126
Autres éléments du résultat global	–	25	–	–	25
Résultat global total	–	151	–	–	151
Incidence nette de la rémunération fondée sur des actions (note 15)	2	–	3	–	5
Rachats d'actions ordinaires aux fins d'annulation (note 13)	–	(2)	–	–	(2)
Dividendes déclarés par action ordinaire (en dollars) – 0,21 \$	–	(59)	–	–	(59)
	2	90	3	–	95
Solde au 24 mars 2012	1 542 \$	4 504 \$	51 \$	5 \$	6 102 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)	Capital social ordinaire	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires
Solde au 1^{er} janvier 2011	1 475 \$	4 122 \$	1 \$	5 \$	5 603 \$
Bénéfice net	–	162	–	–	162
Autres éléments du résultat global	–	4	–	–	4
Résultat global total	–	166	–	–	166
Incidence nette de la rémunération fondée sur des actions (note 15)	3	–	43	–	46
Dividendes déclarés par action ordinaire (en dollars) – 0,21 \$	–	(59)	–	–	(59)
	3	107	43	–	153
Solde au 26 mars 2011	1 478 \$	4 229 \$	44 \$	5 \$	5 756 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Bilans consolidés résumés

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Au 24 mars 2012	Au 26 mars 2011	Au 31 décembre 2011
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 6)	657 \$	427 \$	966 \$
Placements à court terme (note 6)	780	678	754
Créances	432	367	467
Créances sur cartes de crédit (note 7)	1 987	1 887	2 101
Stocks (note 8)	1 926	1 928	2 025
Impôt sur le résultat recouvrable	5	–	–
Charges payées d'avance et autres actifs	123	90	117
Actifs détenus en vue de la vente	18	68	32
Total des actifs courants	5 928	5 445	6 462
Immobilisations corporelles	8 694	8 384	8 725
Immeubles de placement	95	74	82
Goodwill et immobilisations incorporelles	1 026	1 026	1 029
Impôt différé	241	207	232
Dépôts de garantie (note 6)	249	184	266
Créances liées à des prêts consentis à des franchisés	352	315	331
Autres actifs (note 9)	293	400	301
Total des actifs	16 878 \$	16 035 \$	17 428 \$
Passifs			
Passifs courants			
Fournisseurs et autres passifs	3 079	3 048	3 677
Provisions	37	63	35
Impôt sur le résultat à payer	–	2	14
Dette à court terme (note 10)	905	905	905
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme (note 11)	82	52	87
Total des passifs courants	4 103	4 070	4 718
Provisions	50	43	50
Dette à long terme (note 11)	5 489	5 249	5 493
Impôt différé	27	36	21
Titres de participation	222	221	222
Autres passifs (note 12)	885	660	917
Total des passifs	10 776	10 279	11 421
Capitaux propres attribuables aux actionnaires			
Capital social ordinaire (note 13)	1 542	1 478	1 540
Résultats non distribués	4 504	4 229	4 414
Surplus d'apport (note 15)	51	44	48
Cumul des autres éléments du résultat global	5	5	5
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	6 102	5 756	6 007
Total des passifs et des capitaux propres attribuables aux actionnaires	16 878 \$	16 035 \$	17 428 \$

Passifs éventuels (note 17).

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	24 mars 2012 (12 semaines)	26 mars 2011 (12 semaines)
Activités opérationnelles		
Bénéfice net	126 \$	162 \$
Impôt sur le résultat (note 4)	39	68
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières (note 3)	74	73
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	170	152
Impôt sur le résultat payé	(69)	(41)
Intérêts perçus	7	10
Diminution nette des créances sur cartes de crédit (note 7)	114	110
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(533)	(502)
Perte de valeur des immobilisations corporelles et autres pertes de valeur connexes	3	4
Autres	12	(17)
(Sorties) rentrées nettes liées aux activités opérationnelles	(57)	19
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(134)	(155)
Variation des placements à court terme (note 6)	(43)	64
Produit de la vente d'immobilisations corporelles	1	5
Variation des placements dans des franchises et autres créances	(17)	(1)
Variation des dépôts de garantie (note 6)	14	167
Autres	-	(7)
(Sorties) rentrées nettes liées aux activités d'investissement	(179)	73
Activités de financement		
Variation de la dette bancaire	-	(10)
Variation de la dette à court terme (note 10)	-	370
Dette à long terme		
– Émise (note 11)	23	57
– Remboursée (note 11)	(29)	(858)
Intérêts payés	(63)	(82)
Actions ordinaires		
– Émises (note 13)	2	3
– Rachetées aux fins d'annulation (note 13)	(2)	-
Sorties nettes liées aux activités de financement	(69)	(520)
Incidence des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(4)	(2)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(309)	(430)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	966	857
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	657 \$	427 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Pour les périodes closes le 24 mars 2012 et le 26 mars 2011 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Note 1. Nature et description de l'entité présentant l'information financière

Les Compagnies Loblaw limitée est une société ouverte canadienne constituée en 1956. Elle est le plus grand distributeur alimentaire au Canada et l'un des plus grands fournisseurs de produits pharmaceutiques, d'articles de marchandise générale et de services financiers. Le siège social de la société est situé au 22, av. St. Clair Est, Toronto, Canada M4T 2S7. Les Compagnies Loblaw limitée et ses filiales sont appelées conjointement la « société » ou « Loblaw » dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

La société mère de la société est George Weston limitée, qui détient une participation d'environ 63 % dans la société. La société mère ultime est Wittington Investments, Limited. Le reste des actions ordinaires est détenu par un grand nombre d'actionnaires.

La société compte deux secteurs opérationnels à présenter, à savoir le secteur Vente au détail et le secteur Services financiers (voir la note 18).

Conformément à une pratique comptable ayant cours dans le secteur de la distribution alimentaire, la société suit un cycle de présentation de 52 semaines, qui passe périodiquement à un exercice de 53 semaines. Les exercices 2012 et 2011 comptent 52 semaines. Le cycle de 52 semaines est divisé en quatre trimestres de 12 semaines chacun, sauf pour le troisième trimestre, qui compte 16 semaines. Le bénéfice net trimestriel est aussi fonction du caractère saisonnier des activités et du calendrier des jours fériés. L'incidence du caractère saisonnier est plus importante au quatrième trimestre et l'est moins au premier trimestre.

Note 2. Principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables décrites dans les états financiers annuels 2011 de la société ont été appliquées de manière uniforme dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Le dollar canadien est à la fois la monnaie de présentation et la monnaie fonctionnelle de la société.

Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont établis selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (l'« IAS 34 »), publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2011 de la société et les notes y afférentes.

La publication des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités a été approuvée par le conseil d'administration de la société (le « Conseil ») le 1^{er} mai 2012.

Nouvelles normes comptables appliquées en 2012

Instrument financiers – Informations à fournir Le 7 octobre 2010, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 7, *Instrument financiers : informations à fournir*, qui ajoutent des obligations en matière d'informations à fournir au sujet des transactions qui comprennent des transferts d'actifs financiers afin d'aider les utilisateurs des états financiers à évaluer les expositions aux risques liés à ces transferts et l'effet de ces risques sur la situation financière de l'entité. Ces modifications sont entrées en vigueur et la société les a appliquées au premier trimestre de 2012. Pour un complément d'information sur les nouvelles informations à fournir, voir la note 7.

Impôt différé – Recouvrement des actifs sous-jacents Le 20 décembre 2010, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, qui prévoient une exception aux principes généraux d'évaluation prescrits par l'IAS 12 pour les immeubles de placement évalués à la juste valeur. Ces modifications sont entrées en vigueur au premier trimestre de 2012. Comme la société a choisi de comptabiliser ses immeubles de placement au coût lors de sa transition aux IFRS, ces modifications n'ont eu aucune incidence sur ses résultats opérationnels ni sur sa situation financière.

Jugements, estimations et hypothèses comptables critiques

L'établissement d'états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses lorsqu'elle applique les méthodes comptables de la société qui ont une incidence sur les montants et les informations présentés dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes y afférentes. Ces jugements, ces estimations et ces hypothèses sont fondés sur les résultats passés, sur les connaissances que possède la direction des événements et de la conjoncture et sur d'autres facteurs jugés raisonnables dans les circonstances.

Des estimations et des hypothèses importantes sont formulées pour évaluer les créances sur cartes de crédit, les stocks, le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, l'impôt sur le résultat et les autres impôts, les pertes de valeur des immobilisations corporelles et des autres actifs non financiers et les instruments financiers ainsi que pour établir les paramètres utilisés aux fins de l'évaluation des avantages du personnel postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme. Ces estimations reposent sur des jugements subjectifs ou complexes à l'égard de questions pouvant comporter des incertitudes et toute révision de ces estimations pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. L'illiquidité des marchés du crédit, la volatilité des titres de capitaux propres, la fluctuation des cours du change, la conjoncture des marchés de l'énergie et la baisse des dépenses à la consommation ont tous contribué à l'accroissement de l'incertitude inhérente à ces estimations et hypothèses. Puisque les événements futurs et leurs répercussions ne peuvent être prévus avec exactitude, les résultats réels pourraient différer considérablement de ces estimations.

Note 3. Charges d'intérêts nettes et autres charges financières

	24 mars 2012 (12 semaines)	26 mars 2011 (12 semaines)
Charges d'intérêts et autres charges financières:		
Dette à long terme	66 \$	63 \$
Obligations au titre des régimes à prestations définies et des autres régimes d'avantages à long terme	20	21
Emprunts liés aux créances sur cartes de crédit	8	13
Fiducies de financement indépendantes	4	4
Dividendes sur les titres de participation	3	3
	101	104
Produits d'intérêts		
Rendement attendu des actifs des régimes de retraite	(18)	(19)
Produits de désactualisation	(4)	(4)
Instruments financiers dérivés	(3)	(6)
Produits d'intérêts à court terme	(2)	(2)
	(27)	(31)
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	74 \$	73 \$

Note 4. Impôt sur le résultat

Le taux d'impôt effectif s'est établi à 23,6 % pour le premier trimestre (29,6 % en 2011). Cette diminution par rapport à la période correspondante de 2011 s'explique essentiellement par d'autres réductions des taux d'impôt prévus par la loi du gouvernement fédéral et du gouvernement de l'Ontario et par la diminution de la charge d'impôt sur le résultat liée à certaines questions fiscales datant d'exercices précédents.

Note 5. Bénéfice net de base et dilué par action ordinaire

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2012 (12 semaines)	2011 (12 semaines)
Bénéfice net aux fins du calcul du bénéfice de base par action	126 \$	162 \$
Incidence des dividendes sur les titres de participation	-	3
Incidence de la rémunération fondée sur des actions et réglée en trésorerie	-	(3)
Bénéfice net aux fins du calcul du bénéfice dilué par action	126 \$	162 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	281,4	280,6
Effet dilutif des titres de participation (en millions)	-	6,2
Effet dilutif de la rémunération fondée sur des actions (en millions)	0,5	0,8
Effet dilutif du régime de réinvestissement des dividendes (en millions)	-	0,4
Effet dilutif de certains autres passifs (en millions)	1,0	0,9
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation (en millions)	282,9	288,9
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars)	0,45 \$	0,58 \$
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars)	0,45 \$	0,56 \$

Pour le premier trimestre de 2012, 19 029 442 instruments potentiellement dilutifs (11 952 448 en 2011) ont été exclus du calcul du bénéfice net dilué par action ordinaire parce qu'ils avaient un effet antidilutif.

Note 6. Trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et dépôts de garantie

Les composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des placements à court terme et des dépôts de garantie se détaillent comme suit :

Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 24 mars 2012	Au 26 mars 2011	Au 31 décembre 2011
Trésorerie	194 \$	68 \$	232 \$
Équivalents de trésorerie			
Acceptations bancaires	37	7	150
Bons du Trésor	180	164	227
Dépôts à terme bancaires	57	129	170
Papier commercial de sociétés	164	19	132
Titres d'État	-	40	-
Autres	25	-	55
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	657 \$	427 \$	966 \$

Placements à court terme

	Au 24 mars 2012	Au 26 mars 2011	Au 31 décembre 2011
Acceptations bancaires	15 \$	– \$	– \$
Bons du Trésor	342	213	252
Papier commercial de sociétés	206	320	280
Titres d'État	217	63	221
Autres	–	82	1
Total des placements à court terme	780 \$	678 \$	754 \$

Dépôts de garantie

	Au 24 mars 2012	Au 26 mars 2011	Au 31 décembre 2011
Trésorerie	98 \$	– \$	85 \$
Bons du Trésor	103	126	108
Titres d'État	48	58	73
Total des dépôts de garantie	249 \$	184 \$	266 \$

Note 7. Créances sur cartes de crédit

La société, par l'intermédiaire de la Banque le Choix du Président (la « Banque PC »), participe à divers programmes de titrisation, qui constituent la principale source de fonds pour l'exercice de ses activités liées aux cartes de crédit. En vertu de ces programmes de titrisation, une partie de l'ensemble des droits dans les créances sur cartes de crédit est vendue à plusieurs fiducies de titrisation indépendantes en vertu d'ententes de copropriété. La Banque PC transfère des créances sur cartes de crédit en les vendant à des fiducies de titrisation indépendantes ou en les rachetant auprès de celles-ci. La Banque PC doit assumer les pertes sur cartes de crédit liées à l'ensemble des expositions aux portefeuilles de créances sur cartes de crédit de la Banque PC; par conséquent, la société n'a pas transféré la quasi-totalité des risques et des avantages liés à ces actifs. Par conséquent, elle continue de les comptabiliser à titre de créances sur cartes de crédit et les créances transférées sont comptabilisées comme des opérations de financement garanti. La société consolide les résultats de l'une des fiducies de titrisation indépendantes, soit *Eagle Credit Card Trust* (« Eagle »), à titre d'entité ad hoc aux termes de l'interprétation 12 de l'IFRS Interpretations Committee, *Consolidation – entités ad hoc*. Les passifs connexes garantis par ces actifs sont inclus soit dans la dette à court terme soit dans la dette à long terme, selon leurs caractéristiques, et sont comptabilisés au coût amorti.

Les composantes des créances sur cartes de crédit se détaillent comme suit :

	Au 24 mars 2012	Au 26 mars 2011	Au 31 décembre 2011
Total des créances sur cartes de crédit	2 024 \$	1 920 \$	2 138 \$
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	(37)	(33)	(37)
Créances sur cartes de crédit, montant net	1 987 \$	1 887 \$	2 101 \$
Créances titrisées auprès de fiducies de titrisation indépendantes			
Créances titrisées auprès d' <i>Eagle</i> ¹⁾	600	600	600
Créances titrisées auprès d'autres fiducies de titrisation indépendantes ²⁾	905	905	905

1) Le passif connexe d'*Eagle* est comptabilisé dans la dette à long terme.

2) Les passifs connexes des autres fiducies de titrisation indépendantes sont comptabilisés dans la dette à court terme.

La société a fourni des lettres de crédit représentant 9 % (9 % au 26 mars 2011; 9 % au 31 décembre 2011) du passif titrisé en cours en faveur des autres fiducies de titrisation indépendantes au nom de la Banque PC d'un montant de 81 millions de dollars (81 millions de dollars au 26 mars 2011; 81 millions de dollars au 31 décembre 2011). Advenant une baisse substantielle des produits tirés des créances sur cartes de crédit titrisées ou de leur valeur, les autres fiducies de titrisation indépendantes pourraient utiliser ces lettres de crédit pour recouvrer jusqu'à concurrence du montant correspondant au passif connexe en cours. Dans le cadre de ses programmes de titrisation, la Banque PC est tenue de maintenir en tout temps un solde de créances sur cartes de crédit équivalant à au moins 107 % du passif titrisé en cours.

Note 8. Stocks

Pour les stocks comptabilisés au 24 mars 2012, la société a comptabilisé une charge de 14 millions de dollars (14 millions de dollars au 26 mars 2011) au titre de la dévaluation des stocks afin de les ramener à la valeur nette de réalisation. Cette réduction de valeur est incluse dans le coût des marchandises vendues au compte consolidé de résultat. Il n'y a eu aucune reprise liée à des stocks précédemment dévalués au cours des périodes closes le 24 mars 2012 et le 26 mars 2011.

Note 9. Autres actifs

	Au 24 mars 2012	Au 26 mars 2011	Au 31 décembre 2011
Juste valeur des swaps entre monnaies (note 16)	112 \$	185 \$	103 \$
Placements divers et autres créances	146	175	166
Actif au titre des régimes à prestations définies	-	6	-
Autres	35	34	32
Autres actifs	293 \$	400 \$	301 \$

Note 10. Dette à court terme

Au cours du premier trimestre de 2012, la Banque PC n'a pas procédé à la titrisation de créances sur cartes de crédit ni au rachat de droits de copropriété auprès de fiducies de titrisation indépendantes. Au cours du premier trimestre de 2011, la Banque PC avait procédé à la titrisation de créances sur cartes de crédit de 370 millions de dollars et n'avait racheté aucun droit de copropriété dans les créances sur cartes de crédit titrisées auprès de fiducies de titrisation indépendantes.

Note 11. Dette à long terme

Certificats de placement garanti Au cours du premier trimestre de 2012, la Banque PC a vendu, par l'intermédiaire de courtiers indépendants, des certificats de placement garanti (les « CPG ») de 1 million de dollars (46 millions de dollars en 2011), avant des commissions d'un montant négligeable (montant négligeable en 2011). De plus, au cours du premier trimestre de 2012, des CPG de 14 millions de dollars (néant en 2011) sont arrivés à échéance et ont été remboursés. Au 24 mars 2012, la société avait comptabilisé, dans sa dette à long terme, des CPG en cours de 263 millions de dollars (64 millions de dollars au 26 mars 2011; 276 millions de dollars au 31 décembre 2011), avant des commissions de 2 millions de dollars (néant au 26 mars 2011; 2 millions de dollars au 31 décembre 2011), dont une tranche de 42 millions de dollars (19 millions de dollars au 26 mars 2011; 46 millions de dollars au 31 décembre 2011) a été comptabilisée dans la tranche à moins d'un an de la dette à long terme.

Fiducies de financement indépendantes Le capital brut des prêts consentis aux franchisés indépendants de la société par les fiducies de financement indépendantes s'élevait à 446 millions de dollars au 24 mars 2012 (408 millions de dollars au 26 mars 2011; 424 millions de dollars au 31 décembre 2011). La société a convenu d'accorder un rehaussement de crédit de 48 millions de dollars (66 millions de dollars au 26 mars 2011; 48 millions de dollars au 31 décembre 2011) sous forme de lettre de garantie en faveur de la fiducie de financement indépendante correspondant à au moins 10 % (15 % au 26 mars 2011) du capital des prêts en cours.

Facilité de crédit engagée Au cours du premier trimestre de 2012, la société a renouvelé sa facilité de crédit engagée existante de 800 millions de dollars et l'a prorogée jusqu'en mars 2017. Les clauses restrictives financières d'importance de la société aux termes de cette entente demeurent essentiellement les mêmes. Au 24 mars 2012, au 26 mars 2011 et au 31 décembre 2011, la société n'avait prélevé aucun montant sur cette facilité.

Billets émis aux termes d'un placement privé Au 24 mars 2012, des billets de 299 millions de dollars (294 millions de dollars au 26 mars 2011; 306 millions de dollars au 31 décembre 2011) émis aux termes d'un placement privé ont été comptabilisés dans la dette à long terme.

Billets de Les Compagnies Loblaw limitée Au cours du premier trimestre de 2011, un billet à moyen terme à 6,50 % de 350 millions de dollars émis par la société et exigible le 19 janvier 2011 est arrivé à échéance et a été remboursé.

Fiducie de titrisation indépendante Au premier trimestre de 2011, des billets de premier rang et des billets subordonnés d'un total de 500 millions de dollars émis par *Eagle* et exigibles le 17 mars 2011 sont arrivés à échéance et ont été remboursés.

Note 12. Autres passifs

	Au 24 mars 2012	Au 26 mars 2011	Au 31 décembre 2011
Passif au titre des régimes à prestations définies (note 14)	551 \$	332 \$	579 \$
Passif au titre des autres avantages du personnel à long terme	118	117	118
Remises des fournisseurs reportées	30	38	32
Juste valeur du swap de taux d'intérêt (note 16)	16	24	16
Passif au titre de la rémunération fondée sur des actions (note 15)	11	11	15
Autres	159	138	157
Autres passifs	885 \$	660 \$	917 \$

Note 13. Capital social

Actions ordinaires (nombre illimité autorisé) À la clôture du premier trimestre de 2012, le nombre d'actions ordinaires émises et en circulation de la société s'établissait à 281 387 248 (280 653 139 au 26 mars 2011; 281 385 318 au 31 décembre 2011).

Dividendes (en dollars) Au cours du premier trimestre de 2012, le Conseil de la société a déclaré des dividendes de 0,21 \$ (0,21 \$ en 2011) par action ordinaire payables le 1^{er} avril 2012 et de 0,37 \$ (0,37 \$ en 2011) par action privilégiée de deuxième rang, série A payables le 30 avril 2012. Aux fins de la présentation des états financiers, les dividendes sur les actions privilégiées de deuxième rang, série A de 3 millions de dollars (3 millions de dollars en 2011) sont inclus dans le poste « Charges d'intérêts nettes et autres charges financières » du compte consolidé résumé de résultat (voir la note 3). Après la clôture du premier trimestre de 2012, le Conseil a déclaré un dividende trimestriel de 0,21 \$ par action ordinaire, à payer le 1^{er} juillet 2012, et un dividende trimestriel de 0,37 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série A, à payer le 31 juillet 2012.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités Au cours du premier trimestre de 2012, la société a racheté, aux fins d'annulation, 54 908 de ses actions ordinaires (aucune en 2011), ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'une charge de 2 millions de dollars (néant en 2011) dans les résultats non distribués au titre de la prime sur les actions ordinaires, ainsi qu'à une réduction négligeable (néant en 2011) du capital social ordinaire. Après la clôture du premier trimestre de 2012, la société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat, à la Bourse de Toronto (la « TSX »), d'au plus 14 070 352 de ses actions ordinaires, ou la conclusion de dérivés sur actions à cette fin, représentant environ 5 % des actions ordinaires en circulation. Conformément aux lois et aux règlements de la TSX, la société peut racheter ses actions à un prix égal à leur cours au moment de l'acquisition.

Note 14. Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme

Les coûts et les gains actuariels liés aux avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme de la société ont été comptabilisés de la façon suivante :

	24 mars 2012 (12 semaines)	26 mars 2011 (12 semaines)
Coût des avantages postérieurs à l'emploi comptabilisé dans le résultat opérationnel	36 \$	34 \$
Coût des autres avantages du personnel à long terme comptabilisé dans le résultat opérationnel	4	5
Coûts des avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages du personnel à long terme comptabilisés dans les charges d'intérêts nettes et les autres charges financières (note 3)	2	2
Gains actuariels avant impôt comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	(34)	(6)

Le coût des avantages postérieurs à l'emploi comprend les coûts liés aux régimes à prestations définies et aux régimes de retraite à cotisations définies de la société, de même que les coûts liés aux régimes de retraite multi-employeurs auxquels la société participe. Le coût des autres avantages à long terme comprend les coûts liés au régime d'invalidité de longue durée qu'offre la société. Les gains actuariels comptabilisés dans les autres éléments du résultat global pour les premiers trimestres de 2012 et de 2011 sont principalement attribuables au rendement sur les actifs, qui s'est révélé plus élevé que prévu.

Note 15. Rémunération fondée sur des actions

Le montant net de la charge de rémunération fondée sur des actions de la société qui a été comptabilisé dans les frais de vente et charges générales et administratives au titre de ses régimes d'options sur actions et d'unités d'actions temporairement inaccessibles, y compris les contrats à livrer sur actions de Glenhuron Bank Limited (« Glenhuron »), filiale détenue totalement par la société, se présente comme suit :

	24 mars 2012 (12 semaines)	26 mars 2011 (12 semaines)
Charge (produit) découlant du régime d'options sur actions	4 \$	(2) \$
Charge découlant des contrats à livrer sur actions	5	3
Charge (produit) découlant du régime d'unités d'actions temporairement inaccessibles	3	(8)
Charge nette (produit net) découlant de la rémunération fondée sur des actions	12 \$	(7) \$

La valeur comptable des accords de rémunération fondée sur des actions de la société, notamment les régimes d'options sur actions, d'unités d'actions temporairement inaccessibles, d'unités d'actions au rendement (« UAR »), d'unités d'actions différées à l'intention des administrateurs et d'unités d'actions différées à l'intention des dirigeants est inscrite au bilan comme suit :

	Au 24 mars 2012	Au 26 mars 2011	Au 31 décembre 2011
Fournisseurs et autres passifs	17 \$	12 \$	15 \$
Autres passifs	11	11	15
Surplus d'apport	51	44	48
	79 \$	67 \$	78 \$

Régime d'options sur actions En date du 22 février 2011, la société a modifié son régime d'options sur actions de sorte que le droit de recevoir un paiement en trésorerie au lieu d'exercer une option contre des actions a été supprimé. Par conséquent, le montant de 42 millions de dollars qui avait été comptabilisé dans les fournisseurs et autres passifs ainsi que dans les autres passifs a été reclassé dans le surplus d'apport.

Le tableau qui suit présente l'activité du régime d'options sur actions de la société :

	24 mars 2012 (12 semaines)	26 mars 2011 (12 semaines)
(Nombre d'options)		
Options en cours à l'ouverture de la période	10 750 993	9 320 865
Attribution	4 555 021	3 095 267
Exercice	(56 838)	(75 009)
Renonciation	(199 920)	(256 361)
Expiration	(541 729)	-
Options en cours à la clôture de la période	14 507 527	12 084 762

Au cours du premier trimestre de 2012, la société a attribué 4 555 021 options sur actions (3 095 267 en 2011) à un prix d'exercice de 34,93 \$ (39,27 \$ en 2011). La juste valeur calculée selon le modèle d'évaluation des options sur actions de Black et Scholes s'est établie à 27 millions de dollars (25 millions de dollars en 2011). De plus, au cours du premier trimestre de 2012, la société a émis, à l'exercice d'options sur actions, 56 838 actions ordinaires (75 009 en 2011) et a reçu une contrepartie en trésorerie de 2 millions de dollars (3 millions de dollars en 2011).

Le tableau qui suit présente les hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des options attribuées au cours du premier trimestre de 2012 et du premier trimestre de 2011 au moyen du modèle d'évaluation des options sur actions de Black et Scholes à la date d'attribution.

	24 mars 2012 (12 semaines)	26 mars 2011 (12 semaines)
Taux de dividende attendu	2,4 %	2,1 %
Volatilité attendue du cours de l'action	22,6 % – 24,8 %	22,2 % – 24,5 %
Taux d'intérêt sans risque	1,4 % – 1,5 %	2,6 % – 2,9 %
Durée de vie attendue des options	4,4 ans – 6,4 ans	4,4 ans – 6,4 ans

Le taux de dividende attendu est estimé d'après les dividendes annuels déclarés avant la date d'attribution des options sur actions et le cours de clôture de l'action à la date d'attribution des options sur actions.

La volatilité attendue du cours de l'action est estimée d'après la volatilité historique du cours de l'action de la société sur une période qui correspond à la durée de vie attendue des options.

Le taux d'intérêt sans risque est estimé en fonction du rendement des obligations du gouvernement du Canada à la date de l'attribution pour une échéance correspondant à la durée de vie attendue des options.

L'incidence de l'exercice attendu d'options avant l'échéance est prise en compte dans la durée de vie moyenne pondérée attendue des options, laquelle se fonde sur l'expérience historique et le comportement général du détenteur de l'option.

Les taux de renonciation estimés sont pris en compte dans l'évaluation de la charge liée aux options sur actions. Un taux de renonciation de 16,3 % a été appliqué au 24 mars 2012 (16,2 % au 26 mars 2011; 16,3 % au 31 décembre 2011).

Contrats à livrer sur actions Les contrats à livrer sur actions de Glenhuron se résument comme suit :

	Au 24 mars 2012	Au 26 mars 2011	Au 31 décembre 2011
Contrats en cours (en millions)	1,1	1,5	1,1
Prix à terme moyen par action (en dollars)	56,57 \$	56,37 \$	56,38 \$
(Produits) charges d'intérêts par action (en dollars)	0,14 \$	0,15 \$	(0,05) \$
Perte latente comptabilisée dans les fournisseurs et autres passifs (en millions de dollars canadiens)	25 \$	27 \$	20 \$

Régime d'unités d'actions temporairement inaccessibles L'activité du régime d'unités d'actions temporairement inaccessibles de la société se résume comme suit :

	24 mars 2012 (12 semaines)	26 mars 2011 (12 semaines)
(Nombre d'attributions)		
Unités d'actions temporairement inaccessibles à l'ouverture de la période	1 119 496	1 045 346
Attribution	375 684	347 754
Règlement	(14 751)	(268 331)
Renonciation	(10 630)	(20 461)
Unités d'actions temporairement inaccessibles à la clôture de la période	1 469 799	1 104 308
Unités d'actions temporairement inaccessibles réglées (en millions de dollars canadiens)	1 \$	10 \$

Au 24 mars 2012, la valeur intrinsèque des unités d'actions temporairement inaccessibles dont les droits ont été acquis s'établissait à 22 millions de dollars (16 millions de dollars au 26 mars 2011; 22 millions de dollars au 31 décembre 2011).

Régime d'unités d'actions au rendement Au premier trimestre de 2012, le Conseil a approuvé un régime en vertu duquel des unités d'actions au rendement (les « UAR ») peuvent être attribuées à certains membres du personnel cadre. Les attributions d'UAR donnent le droit aux membres du personnel cadre de recevoir un paiement en espèces correspondant au cours moyen pondéré de l'action ordinaire de Loblaw à la Bourse de Toronto au cours des cinq jours de bourse précédant la clôture d'une période de rendement de trois ans, multiplié par le nombre d'unités dont les droits deviennent acquis. Le nombre d'unités dont les droits deviennent acquis fluctuera en fonction de l'atteinte d'objectifs de rendement précis. Pour chaque UAR dont l'acquisition est attendue, la société comptabilise dans les frais de vente et charges générales et administratives une charge de rémunération égale au cours de l'action ordinaire de Loblaw, moins la valeur actualisée nette des flux de dividendes attendus à la date à laquelle les UAR sont attribuées à chaque participant. La charge de rémunération est répartie proportionnellement sur la période de rendement, de façon à rendre compte des variations du cours de l'action ordinaire de Loblaw et du nombre d'UAR dont l'acquisition est attendue jusqu'à la fin de la période de rendement, selon l'atteinte des objectifs de rendement connexes. Les renoncations sont estimées à la date d'attribution et sont révisées pour rendre compte de tout changement au titre des renoncations attendues ou réelles.

L'activité du régime d'UAR de la société se résume comme suit :

	24 mars 2012 (12 semaines)
(Nombre d'attributions)	
UAR à l'ouverture de la période	-
Attribution	50 818
UAR à la clôture de la période	50 818

Au 24 mars 2012, la valeur intrinsèque des UAR dont les droits avaient été acquis s'établissait à néant.

Note 16. Instruments financiers

Swaps entre monnaies Glenhuron détient des swaps entre monnaies visant l'échange de dollars américains contre 1 213 millions de dollars canadiens (1 210 millions de dollars canadiens au 26 mars 2011; 1 252 millions de dollars canadiens au 31 décembre 2011) et venant à échéance d'ici 2018. Au cours du premier trimestre de 2012, un profit lié à la juste valeur de 28 millions de dollars (21 millions de dollars en 2011) a été comptabilisé dans le résultat opérationnel relativement à ces swaps entre monnaies. De plus, au premier trimestre de 2012, la société a comptabilisé dans le résultat opérationnel une perte de change de 25 millions de dollars (18 millions de dollars en 2011) liée à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux placements à court terme et aux dépôts de garantie 1 078 millions de dollars américains (1 045 millions de dollars au 26 mars 2011; 1 073 millions de dollars au 31 décembre 2011) détenus par Glenhuron (note 6).

En 2008, la société a eu recours à des swaps entre monnaies à taux fixe visant l'échange de 296 millions de dollars canadiens contre 300 millions de dollars américains et venant à échéance d'ici 2015. Au cours du premier trimestre de 2012, la société a comptabilisé dans le résultat opérationnel une perte latente liée à la juste valeur de 4 millions de dollars (9 millions de dollars en 2011) sur ces swaps entre monnaies. De plus, au premier trimestre de 2012, la société a comptabilisé dans le résultat opérationnel un profit de change latent de 7 millions de dollars (6 millions de dollars en 2011) se rapportant aux billets émis aux termes du placement privé de 300 millions de dollars américains (note 11).

Swaps de taux d'intérêt La société conserve un montant notionnel de 150 millions de dollars (150 millions de dollars au 26 mars 2011; 150 millions de dollars au 31 décembre 2011) dans des swaps de taux d'intérêt sur lesquels elle paie un taux fixe de 8,38 %. Pour le premier trimestre de 2012, la société a comptabilisé dans le résultat opérationnel un profit lié à la juste valeur d'un montant négligeable (montant négligeable en 2011).

Contrats à livrer sur actions Au 24 mars 2012, Glenhuron détenait des contrats à livrer sur actions visant l'achat d'actions ordinaires de Loblaw. Voir la note 15 pour un complément d'information sur les dérivés sur actions.

Note 17. Passifs éventuels

La société est partie et éventuellement assujettie à diverses réclamations de tiers dans le cours normal de ses activités se rapportant, entre autres, aux réclamations liées à la responsabilité du fait des produits, à la main-d'œuvre et à l'emploi, à la réglementation et à l'environnement. De plus, la société est partie et éventuellement assujettie aux vérifications habituelles des administrations fiscales fédérale et provinciales relativement à l'impôt sur le résultat, à l'impôt sur le capital et aux impôts indirects et, par conséquent, pourrait faire l'objet de cotisations fiscales ou de nouvelles cotisations. Bien que l'issue de ces procédures ne puisse être prévue avec certitude, la direction considère actuellement que le risque auquel la société est exposée en raison de tels réclamations et litiges, dans la mesure où le risque n'est pas couvert par des polices d'assurance de la société ou autrement, n'est pas suffisamment important pour être présenté dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Actions en justice La société peut faire l'objet de diverses poursuites et réclamations dans le cours normal de ses activités. Le résultat de ces poursuites et réclamations demeure incertain. Cependant, compte tenu de l'information dont elle dispose à ce jour, la société ne prévoit pas que ces poursuites et réclamations auront une incidence importante, individuellement ou collectivement, sur ses activités.

Fiscalité et réglementation La société est régulièrement assujettie aux vérifications fiscales de divers organismes gouvernementaux et organismes de réglementation. Par conséquent, il pourrait arriver de temps à autre que les administrations fiscales ne soient pas en accord avec les positions et les conclusions adoptées par la société dans ses déclarations de revenus ou qu'elles modifient la législation, ce qui pourrait donner lieu à de nouvelles cotisations. Ces nouvelles cotisations pourraient avoir une incidence importante sur la société au cours des périodes futures.

Dispositions d'indemnisation De temps à autre, la société conclut des ententes dans le cours normal de ses activités, notamment des ententes de service et d'impartition et des contrats de location, dans le cadre d'acquisitions ou de cessions d'entreprises ou d'actifs. De par leur nature, ces ententes peuvent prévoir des indemnisations à des contreparties. Ces dispositions d'indemnisation peuvent toucher des violations de déclaration ou de garantie de même que des réclamations futures à l'égard de certains passifs, notamment en ce qui a trait à des questions fiscales ou environnementales. Les modalités de ces dispositions d'indemnisation sont de durées variées et peuvent s'échelonner sur une période illimitée. Compte tenu de la nature de ces dispositions d'indemnisation, la société n'est pas en mesure d'évaluer de manière raisonnable le montant total maximal du passif éventuel auquel elle pourrait être assujettie puisque certaines dispositions d'indemnisation ne prévoient pas de montant maximal éventuel et que les montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont, pour le moment, ni la nature ni la probabilité ne peuvent être prévues. Par le passé, la société n'a versé aucun montant important au titre de telles dispositions d'indemnisation.

Note 18. Informations sectorielles

La société compte deux secteurs opérationnels à présenter, dont les principales activités sont exercées au Canada :

- le secteur **Vente au détail**, qui comprend principalement les produits alimentaires, ainsi que les produits pharmaceutiques, les postes d'essence, les vêtements et les autres articles de marchandise générale;
- le secteur **Services financiers**, qui comprend les services de cartes de crédit, le programme de fidélisation de la clientèle, les services de courtage d'assurance, les services bancaires aux particuliers offerts par l'intermédiaire d'une grande banque à charte canadienne, les services de dépôt ainsi que les services de télécommunications.

Le principal décideur opérationnel de la société apprécie la performance de chaque secteur en fonction de son résultat opérationnel, tel qu'il est indiqué dans les rapports de gestion internes présentés périodiquement à la direction. Cette mesure de la performance est utilisée parce qu'elle est considérée comme la mesure la plus pertinente pour évaluer les résultats des secteurs par rapport à ceux d'autres entités évoluant au sein des mêmes secteurs d'activité.

Les résultats et les actifs sectoriels comprennent des éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui peuvent être attribués selon une méthode raisonnable. L'intégration du secteur Vente au détail et du secteur Services financiers s'effectue à différents niveaux. Cette intégration comprend les charges partagées liées aux marques de la société, à son programme de fidélisation de la clientèle, à l'étalage en magasin et à certains services administratifs. Les transactions intersectorielles sont comptabilisées au montant de la transaction comme si elles avaient été conclues avec des parties externes.

L'information sur les activités opérationnelles de chaque secteur opérationnel à présenter est incluse ci-après.

	24 mars 2012 (12 semaines)	26 mars 2011 (12 semaines)
Produits		
Vente au détail	6 808 \$	6 757 \$
Services financiers ¹⁾	129	115
Chiffres consolidés	6 937 \$	6 872 \$

1) Les produits du secteur Services financiers comprennent des produits d'intérêts de 62 millions de dollars (60 millions de dollars au 26 mars 2011).

	24 mars 2012 (12 semaines)	26 mars 2011 (12 semaines)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		
Vente au détail	168 \$	151 \$
Services financiers	2	1
Chiffres consolidés	170 \$	152 \$

	24 mars 2012 (12 semaines)	26 mars 2011 (12 semaines)
Résultat opérationnel		
Vente au détail	225 \$	285 \$
Services financiers	14	18
Chiffres consolidés	239 \$	303 \$

	24 mars 2012 (12 semaines)	26 mars 2011 (12 semaines)
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières		
Vente au détail	64 \$	60 \$
Services financiers	10	13
Chiffres consolidés	74 \$	73 \$

	Au 24 mars 2012	Au 26 mars 2011	Au 31 décembre 2011
Total des actifs			
Vente au détail	14 575 \$	14 043 \$	15 098 \$
Services financiers	2 303	1 992	2 330
Chiffres consolidés	16 878 \$	16 035 \$	17 428 \$

	24 mars 2012 (12 semaines)	26 mars 2011 (12 semaines)
Acquisition d'immobilisations corporelles et goodwill		
Vente au détail	131 \$	154 \$
Services financiers	3	1
Chiffres consolidés	134 \$	155 \$

Annexe aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités portant sur le ratio de couverture par le bénéfice

Le tableau qui suit présente le ratio de couverture par le bénéfice à jour de la société pour la période de 52 semaines consécutives close le 24 mars 2012 dans le cadre du prospectus préalable de base simplifié daté du 25 novembre 2010 de la société.

Ratio de couverture des passifs financiers par le bénéfice	3,77 fois
--	-----------

Le ratio de couverture des passifs financiers par le bénéfice correspond au bénéfice net avant intérêts sur la dette à court terme, intérêts sur la dette à long terme, dividendes sur les titres de participation et impôt sur le résultat, divisé par les intérêts sur la dette à court terme, les intérêts sur la dette à long terme et les dividendes sur les titres de participation, comme il est indiqué dans les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés de la société pour la période.

Sommaire financier¹⁾

Au 24 mars 2012 et au 26 mars 2011 et pour les périodes closes à ces dates (non audité)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2012 (12 semaines)	2011 (12 semaines)
Résultats opérationnels consolidés		
Produits	6 937 \$	6,872 \$
Résultat opérationnel	239	303
BAIIA ²⁾	409	455
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	74	73
Bénéfice net	126	162
Situation financière consolidée et flux de trésorerie consolidés		
Fonds de roulement ¹⁾	1 825	1 375
Montant ajusté de la dette ²⁾	4 778	4 720
Trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et dépôts de garantie	1 686	1 289
(Sorties) rentrées nettes liées aux activités opérationnelles	(57)	19
Dépenses d'investissement	134	155
Flux de trésorerie disponibles ²⁾	(305)	(246)
Bénéfice consolidé par action ordinaire (en dollars)		
Bénéfice net de base	0,45	0,58
Mesures et ratios financiers consolidés		
Croissance (baisse) des produits	0,9 %	(0,6 %)
Marge opérationnelle ¹⁾	3,4 %	4,4 %
Marge du BAIIA ²⁾	5,9 %	6,6 %
Montant ajusté de la dette ²⁾ sur le BAIIA ²⁾ sur une base annuelle	2,3x	2,4x
Montant ajusté de la dette ²⁾ sur les capitaux propres ²⁾	0,8:1	0,8:1
Couverture des intérêts ²⁾	3,2x	4,2x
Rendement de l'actif net moyen sur une base annuelle ²⁾	11,1 %	11,8 %
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires sur une base annuelle	12,4 %	13,0 %
Résultats opérationnels du secteur Vente au détail		
Chiffre d'affaires	6 808	6 757
Marge brute	1 529	1 554
Résultat opérationnel	225	285
Statistiques opérationnelles du secteur Vente au détail		
Diminution du chiffre d'affaires des magasins comparables	(0,7 %)	(0,1 %)
Marge brute (en pourcentage)	22,5 %	23,0 %
Marge opérationnelle ¹⁾	3,3 %	4,2 %
Superficie de vente au détail (en millions de pieds carrés)	51,3	50,7
Nombre de magasins détenus par la société	585	574
Nombre de magasins franchisés	462	453
Résultats opérationnels du secteur Services financiers		
Produits	129	115
Résultat opérationnel	14	18
Bénéfice avant impôt sur le résultat	4	5
Mesures et statistiques opérationnelles du secteur Services financiers		
Montant net moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	2 004	1 942
Créances sur cartes de crédit	1 987	1 887
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	37	33
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre ¹⁾	13,1 %	12,6 %
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre ¹⁾	4,5 %	4,6 %

1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire à la page 132 du Rapport annuel 2011 – Revue financière.

2) Voir les Mesures financières non conformes aux PCGR à la page 19 du rapport de gestion du présent rapport.

Profil de la société

Les Compagnies Loblaw limitée, filiale de George Weston limitée, est le plus grand détaillant en alimentation au Canada et l'un des plus grands fournisseurs de produits pharmaceutiques, de produits de marchandise générale et de produits et services financiers. Loblaw est l'un des principaux employeurs du secteur privé au Canada, employant quelque 135 000 employés à temps plein ou à temps partiel par l'entremise de plus de 1 000 magasins détenus par la société et magasins franchisés à l'échelle du pays. De par la diversité des bannières qui forment son portefeuille, Loblaw cherche à procurer aux consommateurs canadiens une vaste gamme de produits et de services qui répondent aux besoins des ménages au quotidien. Loblaw est réputée pour la qualité, l'innovation et le prix avantageux des produits alimentaires qu'elle offre aux consommateurs. De toutes les chaînes d'alimentation au Canada, elle est celle qui propose le programme de marques contrôlées le plus étoffé, y compris les marques *le Choix du Président, sans nom* et *Joe Fresh*. De plus, la société offre aux consommateurs les *Services financiers le Choix du Président* ainsi que le programme de fidélisation des points *PC* par l'intermédiaire de ses filiales.

La société s'est donné pour mission d'être le meilleur détaillant de produits alimentaires, d'articles de soin de santé et d'articles pour la maison au Canada en allant au-delà des attentes de la clientèle par l'offre de produits novateurs et à prix avantageux. La société compte deux secteurs opérationnels à présenter, à savoir le secteur Vente au détail et le secteur Services financiers. Le secteur Vente au détail comprend principalement les produits alimentaires ainsi que les produits pharmaceutiques, les postes d'essence, les vêtements et les autres articles de marchandise générale. Le secteur Services financiers comprend les services de cartes de crédit, le programme de fidélisation de la clientèle, les services de courtage d'assurance, les services bancaires aux particuliers offerts par l'intermédiaire d'une grande banque à charte canadienne, les services de dépôt ainsi que les services de télécommunications.

Marques de commerce

Les Compagnies Loblaw limitée et ses filiales sont propriétaires d'un certain nombre de marques de commerce. Plusieurs filiales utilisent sous licence d'autres marques de commerce. Ces marques de commerce sont la propriété exclusive de Les Compagnies Loblaw limitée ou du concédant de licence et, lorsqu'elles sont mentionnées dans le présent rapport, elles figurent en italique.

(le « BSIF »), organisme de réglementation principal de la Banque PC, filiale de la société. La société procède à un appel à l'intention des analystes peu de temps après la publication de ses rapports trimestriels. Ces appels sont archivés dans la section destinée aux investisseurs sur le site Web de la société loblaw.ca.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Agent comptable des registres et agent des transferts

Services aux investisseurs
Computershare Inc.
100 University Avenue
Toronto, Canada
M5J 2Y1

Sans frais : 1-800-564-6253
(Canada et États-Unis)
Télécopieur : 416-263-9394
Télécopieur sans frais : 1-888-453-0330
Accès direct à l'échelle internationale : 514-982-7555

Pour procéder à un changement d'adresse ou mettre fin à des envois multiples ou pour toute autre requête concernant votre compte d'actionnaire, veuillez communiquer avec les Services aux investisseurs Computershare Inc.

Relations avec les investisseurs

Les actionnaires, les analystes de valeurs mobilières et les professionnels en placements sont priés d'adresser leurs demandes à Kim Lee, vice-présidente, Relations avec les investisseurs, au siège social national de la société ou par courriel à investor@loblaw.ca.

Des informations financières supplémentaires sur la société ont été transmises par voie électronique à divers organismes de réglementation des valeurs mobilières du Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR ») et au Bureau du surintendant des institutions financières

Téléconférence et webémission

Les Compagnies Loblaw limitée tiendra une téléconférence et une webémission le 2 mai 2012, à 11 h, HAE.

Pour accéder à la téléconférence, prière de composer le 647-427-7450. La rediffusion sera disponible deux heures après la téléconférence au 416-849-0833, code d'accès 65409659. Pour accéder à la webémission, veuillez visiter notre site, au loblaw.ca, et cliquer sur l'onglet Centre des investisseurs. Préinscription possible.

De plus amples renseignements se trouvent sur le site Web de Les Compagnies Loblaw limitée au loblaw.ca.

Assemblée annuelle et extraordinaire

L'Assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires 2012 de Les Compagnies Loblaw limitée aura lieu le jeudi 3 mai 2012 à 11 h, HAE, au Palais des congrès du Toronto métropolitain, Édifice Sud, dans la salle 701, 222, boulevard Bremner, Toronto (Ontario) Canada.

Pour accéder à la téléconférence, prière de composer le 647-427-7450. La rediffusion sera disponible deux heures après la téléconférence au 416-849-0833, code d'accès 65429438. Pour accéder à la webémission, veuillez visiter notre site, au loblaw.ca, et cliquer sur l'onglet Centre des investisseurs. Préinscription possible.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.



Loblaws

LES COMPAGNIES LOBLAW LIMITÉE

LOBLAW.CA

PC.CA

JOEFRESH.COM

PCFINANCE.CA



This report is available in English.